



bimensuel
n°43 ● 18/01/79 ●
5Ff ● 35 f/B ● 3 f/S ●

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



IRAN

REFORMER OU LIQUIDER

LA MONARCHIE ?

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor »



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

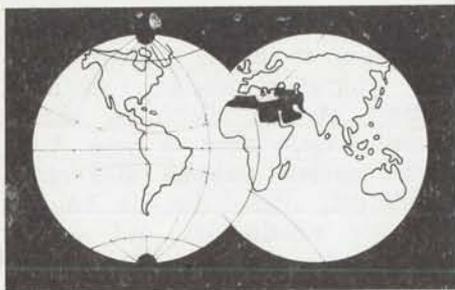
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

- | | |
|---------|---|
| Page 3 | IRAN
Réformer ou liquider la monarchie
Mohsen Sabour |
| Page 7 | Pourquoi Khomeini ?
Saber Nickbin |
| Page 12 | MEXIQUE
En 1979 s'ouvre une nouvelle période
Manuel Aguilar et Sergio Rodriguez |
| Page 18 | BOLIVIE
La situation bolivienne, les élections
et les fronts politiques |
| Page 20 | Document : Avec la classe ouvrière et
pour le socialisme
Déclaration du POR-Combate, section
bolivienne de la IVe Internationale |
| Page 22 | CHINE
Les masses font entendre leur voix
Livio Maitan |
| Page 25 | POLOGNE
Le combat de l'opposition |
| Page 28 | FEMMES
La législation néo-zélandaise sur l'avortement
Brigid Mulrennan |
| Page 31 | DOCUMENT
Les Congrès de la IVe Internationale
Le volume 1 est paru |

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire:
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Iran

Réformer ou liquider la monarchie?

*Les masses posent le problème
de la création et de la centralisation de leurs organes de lutte.*

Mohsen SABOUR

● George Ball, président d'une commission d'étude sur la situation en Iran désignée par la Maison Blanche, et dont les membres sont liés à la CIA, a expliqué, dans son rapport à Carter : «*Même avec son armée, le Shah est incapable de mettre fin à la situation actuelle*».

Dans son numéro du 1er janvier 1979, le magazine américain *Times* écrit : «*Même si l'armée tue encore 5 000 personnes et en emprisonne 50 000, le Shah n'a pas d'autre perspective que de disparaître. Si le Shah désire rester un personnage respecté et symbolique, la meilleure solution pour lui est, par une déclaration dramatique, de transférer le pouvoir à un groupe de politiciens professionnels, sinon il sera confronté à la décomposition de l'armée et du pays tout entier*».

Ce changement de ton de la part des porte-paroles et des organes de propagande de l'impérialisme U.S. qui, jusqu'à maintenant, avaient soutenu tous les actes de barbarie du Shah, vient juste après la participation de 15 millions d'Iraniens le dimanche 11 et le lundi 12 décembre à des manifestations gigantesques, sans précédent dans l'histoire.

De ce point de vue on peut dire que les manifestations du 11 et 12 décembre ont marqué un tournant décisif et ont ou-

vert une étape nouvelle dans la lutte contre la monarchie sanglante des Pahlavi. Cette manifestation est la plus grande victoire du mouvement de masse, qui, malgré plus de 15 000 morts, menait depuis un an une lutte implacable et sans merci contre le régime du Shah, et qui, après chaque vague de répression, en ressortait plus déterminé et plus radical.

La loi martiale, le massacre du vendredi noir, le cabinet militaire n'avaient fait qu'augmenter la haine du peuple contre le régime. Une confrontation directe et frontale avec le mouvement des masses - en particulier les 11 et 12 janvier - aurait risqué de faire exploser la poudrière sur laquelle repose le trône Pahlavi. Celui-ci, bien que préparé à une telle confrontation, avait compris le risque d'une guerre civile, risque confirmé par les événements de Meched et d'Ispahan.

C'est dans ce contexte que l'impérialisme U.S. a décidé, avant que le Shah ne soit rejeté dans les poubelles de l'histoire, de tenter de faire de lui «*un personnage respecté et symbolique*». La solution soi-disant politique, que la classe dirigeante avait essayée plusieurs fois sans succès, fut de nouveau ressentie comme indispensable : un cabinet civil chargé d'effectuer un recul et des concessions partielles. Le but de ce cabinet, en faisant des

concessions contrôlées, est de gagner du temps pour permettre à la réaction et à la contre-révolution de se réorganiser et de passer à l'offensive.

Pour donner un certain prestige à ce cabinet, il fallait une personnalité de l'«*opposition libérale*». C'est dans ce but que Bakhtiar, un membre connu du Front national, fut choisi comme premier ministre. Il fut alors exclu de son parti, accusé de trahison.

Mais en fait, Bakhtiar n'avait fait que reprendre à titre personnel la perspective du Front national exprimée dans la formule : «*Le Shah doit régner sans gouverner*». Dès le début de sa réorganisation, lorsque les trois principaux dirigeants, Sandjabi, Forouhar et Bakhtiar, envoyaient à la cour des lettres de protestation, la principale revendication du Front national était : monarchie constitutionnelle et respect de la constitution.

Au cours de cette dernière année, à travers ses lettres et ses déclarations, le Front national n'a ni organisé ni même appelé à la lutte pour les revendications démocratiques contenues dans cette constitution. Alors que la dynamique du mouvement de masse combinait la lutte contre la dictature et contre la monarchie, le Front national a toujours tenté de séparer les

deux axes de lutte. Même après l'établissement de la loi martiale et le massacre du vendredi noir, K. Sandjabi, qui accuse aujourd'hui Bakhtiar de trahison, a parlé de maintien de l'institution monarchique.

Il a déclaré au journal iranien de Londres *Iran Post* en novembre 1978 : « *Le Front national, aussi bien dans la période du docteur Mossadegh que dans la période suivante, a toujours été pour un gouvernement conforme à la loi. Notre système légal, c'est le système monarchique constitutionnel, et c'est sur cette base que le pouvoir du Shah a été défini... Et le Shah, en tant que personnalité non responsable, doit régner et non pas gouverner. Quand nous parlons de gouvernement conforme à la loi, nous exprimons notre fidélité à la fois à la constitution et au système monarchique.* »

C'est seulement après que les masses militantes aient donné leur sang et affirmé leur refus de tout compromis avec le système monarchique que le Front national a déclaré subitement qu'il était contre la monarchie actuelle.

Alors que Bakhtiar était occupé à préparer son gouvernement, K. Sandjabi, président du Front national, a déclaré devant les journalistes étrangers que « *les conditions pour un succès de la mission de M. Bakhtiar n'étaient pas réunies et qu'en conséquence ce dernier ne pouvait mettre en application son programme de démocratisation et de libéralisation.* »

Il a ajouté que « *M. Bakhtiar n'a pas analysé correctement les conditions et la situation prévalant dans le pays. L'accord du peuple est indispensable. Nous ne sommes pas nécessairement contre une monarchie constitutionnelle, mais malheureusement, le peuple estime qu'aucune réforme ne peut être réalisée avec le souverain actuel. Avec son fils, cela n'est pas impossible, c'est le suffrage universel qui en décidera* » (*Le Monde* du 5 janvier 1979).

En fait, il reproche à Bakhtiar d'être ouvertement passé dans le camp de l'ennemi, chose qu'il est prêt à faire lui aussi, mais dans une situation favorable.

La question qui se pose maintenant est de savoir si le gouvernement Bakhtiar pourra canaliser le mouvement de masse, ou plus exactement si, comme le souhaitent Bakhtiar et Sandjabi, une monarchie constitutionnelle est possible. Les masses ont déjà répondu dans la rue à la première question, en disant non à toute tentative de maintenir en place le Shah, même s'il devait pour cela quitter un certain temps le pays. Bakhtiar n'avait pas encore formé son gouvernement que des centaines de milliers de manifestants scandaient : « *Bakhtiar, chien de la cour; Bakhtiar, valet sans volonté; à bas le Shah; ni le Shah ni Bakhtiar, mais un régime conforme à la volonté du peuple.* »

La domination de l'impérialisme en Iran a toujours été effectuée par le biais de l'institution monarchique. Les contradictions sociales créées par l'intégration de l'Iran dans le marché capitaliste mondial ne peuvent être maintenues que dans le cadre d'un Etat fort et dictatorial. L'importance stratégique de l'Iran, l'existence des questions nationales de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan, qui risquent de remettre en cause le partage impérialiste de la région, rendent nécessaire pour l'impérialisme la présence d'un régime pouvant préserver son unité et sa place dans le camp occidental par la force des armes.

Le Shah a rempli ce rôle jusqu'à présent, mais en concentrant tous les pouvoirs entre ses mains et en faisant le vide autour de lui, il a empêché l'apparition d'une alternative politique crédible pour l'impérialisme. L'absence de parti politique bourgeois ou réformiste, capable de canaliser la mobilisation des masses vers un compromis avec la monarchie, voue à l'échec toutes les tentatives du Front national d'établir une monarchie constitutionnelle.

Le Front national aujourd'hui n'est que la convergence de politiciens libéraux, de juristes et d'intellectuels, sans base sociale dans le pays. La base sociale qu'avait le Front national, c'est-à-dire la bourgeoisie « nationale » qui avait lutté avec ses méthodes pour la nationalisation du pétrole sous la direction de Mossadegh, a complètement disparu après le coup d'Etat et l'intégration du marché iranien dans l'économie mondiale.

Déjà, les pressions de la lutte de classe ont créé des tendances centrifuges et conduit à des affrontements à l'intérieur de ce regroupement. Certains vont vers la revendication de la république, d'autres rêvent encore de la période de Mossadegh, et les plus réalistes, comme Bakhtiar, passent des compromis directs avec la contre-révolution.

Bien que Bakhtiar se présente comme social-démocrate et ait accordé quelques concessions minimales comme la liberté de la presse, sur les questions fondamentales sur lesquelles les masses luttent et donnent leur sang depuis un an, il s'est clairement placé dans le camp de l'ennemi. Sur la question de la monarchie et du départ du Shah, il a notamment déclaré : « *Sa majesté a exprimé le désir de prendre quelques jours de vacances, mais les conditions dans notre pays sont telles qu'il lui est impossible pour le moment de le quitter. Bien sûr, la Constitution a été violée au cours des 25 dernières années. Mais de là à dire que le roi doit partir, il y a un pas que je ne franchirai jamais.* »

Au sujet de la SAVAK, il a déclaré : « *On peut vivre sans la torture, mais pas sans la police. Une partie de ce qu'était la SAVAK deviendra un service de renseignements; l'autre partie, je l'espère, sera dissoute.* » Il a de plus précisé que « *la loi martiale sera abolie graduellement.* ». En même temps, il a fait des déclarations démagogiques qui ne trompent que lui-même sur l'arrêt de la livraison du pétrole à Israël et à l'Afrique du Sud.

L'ampleur de la radicalisation et la volonté des masses de lutter, sans démoralisation aucune, malgré les milliers de victimes, montrent l'approfondissement de la crise pré-révolutionnaire et mettent en péril l'avenir du gouvernement Bakhtiari. Déjà, les masses posent le problème de la création et de la centralisation de leurs organes de lutte, comme les ouvriers du pétrole du Sud, qui avaient créé leur comité central de grève, et ceux du centre industriel de Alborz où a été créé un comité central de grève regroupant les différentes usines. Dans certaines villes comme Amol sont apparues des structures d'auto-administration qui ont pu contrôler les villes durant plusieurs jours.

Une telle situation est intolérable aussi bien pour le capitalisme en Iran que pour l'impérialisme mondial. L'importance primordiale de l'Iran du point de vue économique, géographique et stratégique pour le système capitaliste mondial rend intolérable pour l'impérialisme le fait que l'Iran sorte de son orbite et le conduit en dernière analyse à une intervention directe.

Ce qui se passe aujourd'hui en Iran n'est pas, même tendanciellement, une libéralisation du régime pour une durée indéterminée et moins encore un pas vers une monarchie constitutionnelle comme le réclame le Front national, mais un recul temporaire du régime devant le rapport de forces défavorable, pour prendre le temps de modifier ce rapport et de préparer un affrontement avec le mouvement de masse par un coup d'Etat militaire. La question qui se pose aujourd'hui est révolution victorieuse ou contre-révolution sanglante, non pas dans une période éloignée, mais dans des délais très brefs.

Les tâches des marxistes-révolutionnaires se posent à deux niveaux :

- Sur le plan international, ils doivent être à l'initiative pour la création d'un puissant mouvement de solidari-

té avec la révolution iranienne, et être prêts à faire face à tout coup d'Etat militaire ou à toute intervention impérialiste contre l'Iran;

En Iran, contre toute solution de retour à la constitution gardant la monarchie sous n'importe quelle forme, les marxistes-révolutionnaires, à côté des masses laborieuses, luttent pour le renversement révolutionnaire de la monarchie, la convocation de l'Assemblée constituante et le rétablissement de la république. Ils luttent résolument contre toute solution de compromis avec la monarchie ou de coalition nationale qui ferait sortir la monarchie par une porte pour mieux la faire rentrer par la fenêtre.

DANS NOTRE PRECEDENT NUMERO (NUMERO ECONOMIQUE)

- Economie capitaliste internationale : 1979-1980 : récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession généralisée ? (Ernest Mandel)
- Economie capitaliste européenne : le projet de système monétaire européen (Winfried Wolf)
- Etats-Unis : freiner l'effondrement du dollar (Jon Britton)
- Brésil : vers la récession en 1980 (Martin Fernandez)
- Espagne : un an après le pacte d'austérité (Jesus Albarracin et Pedro Montes)
- Yougoslavie : le système yougoslave face à ses impasses (Catherine Verla)
- URSS : qu'est-ce qui fait courir Brejnev ? (E. Laurent)
- Chine : la réinsertion dans le marché mondial (P.G.)
- Pays sous-développés : la situation économique des pays sous-développés (Charles-André Udry)

L'Assemblée constituante pour laquelle nous luttons, basée sur des élections libres au suffrage universel, sera l'expression des masses opprimées par le biais de leur structure de lutte. Ses élus seront responsables devant les structures en question. La lutte pour la convocation d'une telle Assemblée est inséparable de la lutte pour le renversement de la monarchie et le rétablissement de la république.

Chaque fois que le mouvement de masse s'est dressé pour en finir avec la monarchie, il a trouvé devant lui un obstacle majeur : l'armée.

Le mouvement de masse a de nombreuses fois tenté de fraterniser avec les soldats aux cris de « *Frères soldats, pourquoi tirez-vous sur vos frères ?* ». Dans certains cas, les soldats ont brisé la discipline militaire et se sont retournés contre leurs officiers, montrant ainsi que la fraternisation des masses avec leurs frères de classe sous l'uniforme était cent fois plus efficace que les appels de Khomeini à l'armée en tant que telle et surtout aux chefs militaires.

Mais pour réussir à entraîner la grande masse des soldats, le mouvement populaire doit leur proposer des objectifs tangibles qui leur permettent de s'opposer sans crainte aux officiers. Pour arriver à cela, les masses doivent construire leurs propres organes de pouvoir capables de se défendre et de défendre les soldats qui les rejoignent par la création de milices populaires armées. En même temps, il est nécessaire de construire, au sein même de l'armée, un vaste mouvement indépendant de la hiérarchie militaire, pour la défense des droits démocratiques des soldats.

Qui, après le renversement de la monarchie, pourra convoquer l'Assemblée constituante et établir la république ? Les structures de lutte et les organes de pouvoir de masse - comme par exemple les comités de grève et les comités de coordination des grévistes - seules structures capables de renverser la monarchie, seront la base sur laquelle s'appuiera le gouvernement qui convoquera l'Assemblée constituante. Ce gouvernement ne pourra être qu'un gouvernement ouvrier et paysan. La seule garantie contre le retour de la réaction et le rétablissement de la monarchie, est dans l'établissement d'un tel gouvernement.

La république pour laquelle nous luttons n'est pas le remplacement du Shah par un prési-

MORT SOUS LA TORTURE EN IRAN

D'après les informations de presse, trois jeunes gens ont subi en août des tortures sexuelles infligées par la police. L'un d'eux, âgé de 17 ans, serait mort d'hémorragie interne.

Le 29 août, à Mashad, alors que ces jeunes gens sortaient de la maison de l'ayatollah Shirazi, éminent chef musulman, ils ont été arrêtés par un certain nombre de policiers. Une fouille a révélé qu'ils transportaient des tracts appelant à « une cérémonie de deuil du quarantième jour » (ces cérémonies sont traditionnelles dans les pays musulmans et comportent une procession à travers les rues pour pleurer publiquement le défunt 40 jours après sa mort. Récemment, en Iran, ces processions ont donné lieu à des manifestations, et provoqué des heurts entre la police et les manifestants, faisant parfois d'autres victimes. Le gouvernement a essayé en vain d'interdire ces cérémonies).

Les jeunes gens ont été emmenés de force dans un fourgon de police et violés avec des bâtons de police en bois. Leurs corps inanimés ont été jetés hors du fourgon 45 minutes plus tard...

Le journal britannique, The Guardian, a signalé, le 4 septembre, que 27 témoins oculaires de l'incident avaient envoyé un télégramme au Premier ministre, Jaafar Sharif-Emami, décrivant les faits et indiquant qu'ils étaient prêts à témoigner en justice. Ils affirment que les sévices étaient dirigés par un chef de la police de Meshed.

Amnesty International a adressé un appel au Premier ministre Sharif-Emami, le priant d'ordonner une enquête.

Source : Chronique mensuelle d'Amnesty International, no 34 (décembre 1978)

dent, ni même le remplacement de tous les éléments réactionnaires par des fonctionnaires progressistes et musulmans comme le revendique Khomeini, mais la démocratisation complète de bas en haut de l'appareil d'Etat, fondée sur l'élection et la possibilité de révocation à tout moment par l'instance de base.

Cette république doit reconnaître la liberté totale d'expression, de la presse, d'association des syndicats et des partis.

Elle doit reconnaître le droit des nationalités opprimées à l'auto-détermination jusqu'à la séparation et l'indépendance.

Elle doit reconnaître l'égalité totale des hommes et des femmes, et abolir toutes les lois réduisant les droits des femmes. Elle devra être laïque et s'opposer à toute discrimination religieuse ou philosophique.

En même temps que la démocratisation de la vie politique se posent de grands problèmes sociaux auxquels il faut apporter une réponse claire et qu'il ne faut pas renvoyer à un futur indéterminé.

La réforme agraire du Shah a complètement détruit l'agriculture iranienne et appauvri les paysans. Les paysans, par le biais de leurs comités, doivent confisquer les grandes propriétés et décider eux-mêmes s'ils doivent cultiver la terre d'une manière collective ou individuelle. Les ouvriers agricoles doivent immédiatement nationaliser les latifundia et, en collaboration avec les ouvriers urbains, décider comment produire et quoi produire.

La politique économique du régime Pahlavi a abouti à l'enrichissement d'une poignée de capitalistes et à l'appauvrissement des masses laborieuses. Aujourd'hui la fuite des capitaux donne

un coup mortel à l'économie iranienne. Les employés des banques centrales de l'Iran ont montré la voie en rendant publics les comptes des capitalistes qui ont amassé des fortunes avec la sueur et le sang des ouvriers et des paysans d'Iran. Cette initiative doit être généralisée. Le deuxième pas, c'est aller vers la nationalisation des secteurs financiers, des assurances et des banques sous le contrôle ouvrier, ainsi que des secteurs-clés de l'économie, en particulier l'industrie pétrolière.

L'indépendance nationale, la rupture des alliances militaires et des pactes contre les peuples de la région, la rupture avec le système impérialiste mondial sera une des tâches de cette république.

L'établissement d'une telle république est impossible sans une direction révolutionnaire prolétarienne qui puisse unifier les couches opprimées et exploitées autour de son programme; pour cela, il faut un parti basé sur l'expérience révolutionnaire du prolétariat mondial. Ce parti sera la Section iranienne de la IVe Internationale.

8 janvier 1979

A LIRE AUSSI DANS NOS DERNIERS NUMEROS

De Saber Nickbin : « Le régime en crise » (no 35, 5 octobre 1978); du même auteur : « Le développement du mouvement de masse contre la domination du Shah » (no 36, du 19 octobre 1978); de Parvin Najafi : « La colère des masses »; déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale : « A bas le Shah ! » (no 39, du 30 novembre 1978); de Javad Sadeeg et Azar Tabari : « Pour une république ouvrière et paysanne » (no 40, du 14 décembre 1978).

Pourquoi Khomeini ?

Le mouvement de masse semble avoir confiance en Khomeini. La raison n'en est pas la « profonde religiosité » des masses iraniennes mais bien plutôt la faillite historique des staliniens et des nationalistes bourgeois.

Saber NICKBIN

● Un des traits caractéristiques de la situation politique en Iran, depuis plus d'un an et demi, réside dans l'influence de la hiérarchie chiite au sein du mouvement de masse contre le Shah. Elle s'est révélée avec force, tout spécialement dans la dernière période. Les dirigeants chiites, avant tout l'Ayatollah Khomeini, se sont affirmés comme la force politique principale à la tête du mouvement de masses.

UNE TENTATIVE DE DISCREDIT

La classe dominante iranienne, pour discréditer le mouvement de masse, a tenté de mettre en question le type de soutien populaire dont jouissent les dirigeants religieux. En affirmant que la principale opposition au régime est de nature « religieuse et réactionnaire », le Shah a cherché à tromper l'opinion aussi bien sur la faillite de la monarchie que sur la nature progressiste du mouvement.

Les tenants du régime ont proclamé qu'à l'inverse du Shah, qui promet la « grande civilisation », l'opposition évoque le retour à un « sombre passé ». Ce thème fut aussi cultivé par les impérialistes pour justifier leur soutien à la dictature sanglante du Shah. De cette façon, Carter et plus d'un social-démocrate cherchent à justifier la juxtapo-

sition de leurs déclarations en faveur « du respect des droits de l'homme » et leur soutien, de fait ou proclamé, aux massacres quotidiens des masses iraniennes. Pour les impérialistes, des personnes qui refusent d'être brutalement exploitées et opprimées ne peuvent être considérées comme des êtres humains !

Nous avons déjà expliqué (1) ce qu'expriment effectivement les mobilisations populaires et combien il est insensé de les caractériser comme un « mouvement religieux ». Quelle que soit la force qui se place à leur tête et au-delà des revendications au travers desquelles elles peuvent partiellement s'exprimer, elles n'ont rien à voir avec la religion en tant que telle, encore moins avec une religion réactionnaire.

En fait, c'est un mouvement d'opposition à une dictature d'une extrême brutalité qui a conduit la majorité de la population au bord du désastre grâce à la « réforme » imposée par le capitalisme international.

Le mouvement contre le régime du Shah s'est développé spontanément. Mois après mois, il a conquis une part croissante de la population, jusqu'à rassembler une large majorité. Ce mouvement s'est développé malgré la terrible répression, malgré la loi martiale, malgré

plus de 10 000 personnes assassinées par la police et l'armée. Il ébranle les fondements mêmes du régime. Caractériser cela comme un « mouvement religieux de droite » représente non seulement le sommet de l'hypocrisie, mais aussi de la stupidité.

Comment peut-on expliquer que ce mouvement semble avoir placé sa confiance en Khomeini et dans les autres dirigeants religieux et qu'il soit prêt à manifester - bien que plane sur lui la menace de la plus sanglante répression - pour proclamer devant le monde entier son soutien à des dirigeants religieux ? Une des explications les plus répandues, aussi bien à droite qu'à gauche, consiste à affirmer que les masses iraniennes sont profondément religieuses et peu mûres politiquement. Dès lors, leur participation à la lutte de classes et leur opposition au régime du Shah ne pourrait s'exprimer qu'au moyen de la religion.

La gauche utilise cette explication dans le but de camoufler sa politique opportuniste visant à liquider son propre programme et à suivre les dirigeants religieux. Par contre, la droite invoque cette explication pour « démontrer » que les masses iraniennes ne sont pas encore prêtes pour la démocratie !

Ainsi, mettant à profit ce genre d'explications, toutes les forces politiques ont réussi à se cacher derrière la religion. Les nationalistes bourgeois et les staliniens sont quasiment prêts à déclarer qu'ils ont toujours été des fervents des dirigeants chiites. Tout cela prouve plus l'échec et l'hypocrisie de ces courants politiques que le « fanatisme religieux des masses arriérées ».

Une seule considération, liée à l'histoire des mouvements politiques en Iran, durant le XXe siècle, prouve la naïveté des explications sus-mentionnées. Quand bien même beaucoup d'Iraniens seraient religieux et manqueraient de maturité politique, le seraient-ils plus qu'il y a 70 ou 30 années ?

Comment peut-on prétendre que les Iraniens étaient plus mûrs politiquement lors de la Révolution constitutionnelle, il y a 70 ans, qu'aujourd'hui ? A l'époque il n'y avait aucun parti politique développé en Iran, pourtant la direction politique ne se trouvait pas dans les mains de la hiérarchie religieuse. Ou encore, qui peut prouver que le mouvement de masses, qui fit suite à la Seconde Guerre mondiale, était moins religieux que l'actuel ? A cette époque, la vaste majorité de la population ne possédait aucun autre instrument de communication sociale que celui offert par la religion. Néanmoins, la direction du mouvement se trouvait soit dans les mains du parti stalinien (le Parti Tudeh - PT), soit dans les mains du Front national (FN).

Il est vrai que les dirigeants religieux jouèrent, à ces deux occasions, un rôle dans la direction politique du mouvement de masses. Mais ils ne constituaient qu'un élément au sein d'une direction bien plus large. Et ce rôle fut momentané et passa au second plan à partir du rôle acquis par d'autres formations. Dès lors, comment se fait-il que quelques décennies plus tard, un des mouvements les plus massifs que l'Iran ait jamais connu, apporte son soutien complet à des dirigeants religieux qui ne jouent plus un rôle subordonné, mais agissent en tant que force politique indépendante ?

LA FAILLITE DES STALINIENS ET DES NATIONALISTES BOURGEOIS

De nombreux facteurs ont permis à la hiérarchie chiite d'occuper une telle position dirigeante dans le mouvement de masse contre le régime du Shah. Le plus important réside dans la crise de direction politique en Iran. Ceci doit être compris à la fois dans un sens conjoncturel et historique.

Dans un sens historique, la bureaucratie stalinienne a fait obstacle, durant toute une période, aux possibilités de développement d'une direction prolétarienne en Iran. Si l'on fait exception d'une courte période lors de la Révolution constitutionnelle, marquée par l'activité d'un premier noyau socialiste (formé en 1906), et les toutes premières années d'activité du PC (formé en 1920), il y a une totale absence d'un réel parti ouvrier qui aurait pu influencer, avec un certain impact, les développements politiques en Iran.

La bureaucratie du Kremlin obligea le jeune PC à soutenir Reza Shah et, durant les procès de Moscou, elle fit exécuter tous les dirigeants capables.

Quand, plus tard, au début des années 1940, la bureaucratie aida à la formation d'un nouveau parti (le PT), elle le contraignit à ne pas se déclarer

comme parti ouvrier. Comme le nom même du parti - le «parti des masses» - le suggère, le Kremlin tentait, sous cette forme, d'appliquer sa stratégie de front populaire dans les conditions spécifiques de l'Iran. Vu l'absence de tout parti bourgeois significatif, et vu la dimension réduite du PC, les staliniens pouvaient difficilement former un front populaire en contraignant les partis ouvriers à établir une coalition avec les partis bourgeois. Dès lors ils formèrent un seul et nouveau parti ! Un parti qui disposait d'un programme «populaire» et de collaboration de classes et placé sous leur contrôle, dès sa naissance.

Ce parti, le PT, a trahi la révolution en Iran de façon ouverte. La bureaucratie du Kremlin a cyniquement sacrifié le mouvement révolutionnaire pour la défense de ses intérêts immédiats.

Alors que le mouvement anti-impérialiste connaissait un fort développement et que les masses revendiquaient l'annulation des concessions coloniales faites à l'impérialisme, entre autres dans le secteur du pétrole, le PT organisait des manifestations pour que des concessions, dans le domaine pétrolier, soient accordées à l'URSS. Afin de les obtenir, le PT participa à un gouvernement de coalition réactionnaire et ouvertement pro-impérialiste, liquida le mouvement de grèves qui paralysait les installations pétrolières britanniques et sacrifia le mouvement national d'Azerbaïdjan. La politique du PT eut pour conséquence de permettre à une autre formation nationaliste bourgeoise, sans grande envergure, le Front national (FN), dirigé par Mossadegh, de prendre la tête du mouvement de masses. Le FN ne voulait qu'une redistribution des fruits de l'exploitation des travailleurs et des paysans iraniens en faveur de la bourgeoisie autochtone. Il ne pouvait que conduire le mouvement de masses à la défaite.

Il démobilisa les masses, se limita à agir selon les moyens de la Constitution et tenta de

LE PT, DE TRAHISON EN TRAHISON

Contrairement à l'ensemble du monde musulman (sauf la Turquie) c'est dans la foulée de la Révolution russe et non au sortir de la Deuxième Guerre mondiale que le marxisme a pénétré en Iran. Les premiers cadres issus du mouvement communiste iranien sont issus de ces 300 000 ouvriers perses qui ont passé la frontière pour travailler dans les industries pétrolières de Bakou en URSS. Le PC formé au début des années vingt, a compté bientôt plusieurs milliers de membres et a organisé le mouvement syndical. Mais le stalinisme a vite fait son œuvre. A la fin des années vingt, c'est le Géorgien Ordjonikidzé qui est envoyé «bolcheviser», en réalité épurer, le parti iranien. Son principal dirigeant, Sultanzadeh, l'un des plus remarquables intellectuels communistes du Proche-Orient, est appelé à Moscou, où il disparaîtra pendant les purges stalinienne. Le parti exangue ne résistera pas à la répression qui suit l'arrivée au pouvoir de Reza Khan, le père de l'actuel Shah.

maintenir la monarchie. De cette façon, il facilita la tâche de la CIA dans la préparation d'un coup d'Etat militaire, en 1953.

Le souvenir de la défaite est encore vivace dans la mémoire du peuple. La trahison du PT et la couardise du FN n'ont pas été oubliées. Mais, durant ce temps, aucune force alternative capable de remplir ce vide n'a émergé. L'avant-garde, qui a tiré les leçons de la défaite, au lieu de rompre avec le stalinisme et le nationalisme bourgeois, tomba dans tous les pièges tendus par le maoïsme et les diverses variantes du radicalisme petit-bourgeois.

L'EMERGENCE DES CHEFS RELIGIEUX

Dès lors, il était certain qu'une autre force allait remplir ce vide. Les conditions objectives, comme les développements politiques de la période récente, particulièrement suite à la « révolution blanche » du Shah, firent que cette alternative se présenta sous le visage des chefs religieux. Déjà, après le coup de 1953, un certain nombre de politiciens bourgeois avaient créé des cercles d'opposition se référant à l'Islam.

Pour la première fois, la hiérarchie religieuse se trouva à la tête de l'opposition lors des événements du début des années 1960, lorsque les « réformes » encouragées par l'impérialisme commencèrent à être appliquées. Le PT, aussi bien que le FN (qui s'était réformé) confirmèrent leur faillite lorsqu'il fallut s'opposer à ces « réformes ». Le PT capitula complètement et le FN vacilla. Il joua avec l'idée d'entrer dans le gouvernement. Dans tous les cas, aucun d'entre eux n'organisa une lutte sérieuse contre ces « réformes ».

Le PT les caractérisa comme « progressistes » et affirma qu'elles dénotaient une « retraite de l'impérialisme mondial face au camp socialiste ». Le FN était complètement désarmé dans la mesure où le Shah appliquait des mesures qu'il avait toujours décrites comme devant être à la base d'une politique « d'indé-

pendance de l'Iran ». Le mieux que ces partis pouvaient offrir se résumait dans le slogan : « réformes, oui; dictature, non! ».

Le seul secteur qui manifesta une opposition consistante était représenté par une fraction de l'opposition religieuse, à la tête de laquelle se trouvait Khomeini. Elle organisa des mobilisations de masse (juin 1963) dans une série de villes importantes. Ces manifestations furent sauvagement réprimées par l'armée. Des milliers de manifestants furent tués, des chefs religieux arrêtés et Khomeini dut s'exiler.

Le régime iranien affirme que l'opposition chiite à la « révolution blanche » est due à son arriération, à son opposition à la libération de la femme et à la réforme agraire. Il est vrai que de nombreux chefs religieux considèrent ces réformes comme menaçant leur propre autorité et comme érodant les « valeurs islamiques ». Mais ce qui était au premier rang de leurs récriminations n'était autre que la lutte contre la liquidation de l'indépendance de l'Iran en faveur de l'impérialisme. Vu ses liens avec le Bazar et avec la petite-bourgeoisie, qui était directement mise en question par ces réformes, l'opposition chiite, presque instinctivement, combatit la « révolution blanche ».

Actuellement, après quinze années d'expériences, les résultats dévastateurs de ces « réformes » sont évidents pour tout le monde. Leur véritable nature apparaît sans ambiguïté. Ce que les masses, aujourd'hui, ont en mémoire, ce ne sont pas les raisons particulières qui poussèrent Khomeini, au début des années 1960, à s'opposer au Shah et à sa politique, mais c'est qu'il le fit dès le début avec force.

UNE OPPOSITION RADICALE

C'est dans ce contexte qu'il faut saisir le développement du mouvement de masses contre le Shah durant les 20 derniers mois. Alors que, dans les années 1960, les vacillations de la poli-

tique du PT et du FN ont facilité l'émergence de l'opposition religieuse en tant que force politique indépendante, actuellement, la faillite politique de ces deux formations aide Khomeini, qui fut l'opposant le plus ferme contre le Shah, à prendre la tête du mouvement de masses.

Khomeini est apparu comme plus radical que le PT et le FN par rapport à la principale tâche de l'heure : le renversement du régime du Shah. En quelques mois, le mouvement qui se développa autour d'une série de revendications démocratiques se généralisa sur une revendication centrale : « *A bas le Shah!* ». Parallèlement, le prestige de Khomeini ne pouvait que croître. Sans cesse, il s'opposa à tout compromis avec le monarque. Par contre le FN demandait simplement le « *retour à une monarchie constitutionnelle* ». Alors que toutes les forces de l'impérialisme et de la réaction se regroupaient, justement, autour de cette « monarchie constitutionnelle ». Le mouvement de masse n'était pas prêt à se laisser canaliser dans une voie qui aboutisse à une constitution affirmant que le « *Shah est un dieu donné aux Iraniens* ». Par contre, il s'identifia à Khomeini qui avait toujours dénoncé toutes les tentatives de conciliation avec le Shah comme « *une duperie faite par un régime menacé* ».

Le PT développa une politique encore pire que celle du FN. Jusqu'au moment où la loi martiale fut imposée, en septembre 1978, il restait fort vague sur la question la plus brûlante à l'ordre du jour : la monarchie. Il se contentait de mettre en avant le thème de la « *formation d'un gouvernement de coalition nationale* » qui devait inclure « *les secteurs de la classe dominante opposés à la dictature individualiste du Shah* ». Dans son programme le PT offrait de même à ces fractions des classes dominantes la promesse qu'« *avec l'aide des pays socialistes elles pourront jouir d'un marché intérieur à l'abri de la concurrence des biens en provenance des pays impérialistes* ».

La bureaucratie du Kremlin a clarifié les motivations de l'opposition du PT au régime du Shah. Elle a indiqué que cette opposition était avant tout un chantage d'ordre diplomatique visant à contraindre le Shah à chercher aussi un appui auprès de Moscou. En appliquant cette politique, elle a toujours indiqué qu'elle était prête à soutenir le régime en place et à passer des accords directs avec le Shah, malgré les projets d'entente avec les secteurs pré-cités des classes dominantes.

Sur la base d'une politique consistant à « *mettre l'impérialisme américain sous pression* », Moscou justifia le soutien le plus ouvert au Shah. Par exemple, alors que le mouvement de masses prenait son essor, en 1977, alors même que Carter devait faire quelques réserves envers le régime du Shah, le Kremlin invita celui-ci à faire une tournée en Europe de l'Est. Moscou donna à ce bourreau un titre honorifique en droit !

Dans un pays qui a souffert depuis des décennies de l'emprise impérialiste, aucun soutien au Shah, même effectué sous le couvert de la démagogie stalinienne, qui dit vouloir « *faire re-*

culer l'impérialisme américain », ne peut rester ignoré des masses.

C'est pourquoi il était clair que les masses porteraient leur choix sur Khomeini, l'opposant de la première heure, et non pas sur le PT ou le FN. En tout cas, il est clair que les masses ont montré qu'elles ne plaçaient aucune confiance dans ceux qui ont un jour ou l'autre collaboré tant soit peu avec le Shah.

CAPITULATION OU ORGANISATION DE L'OPPOSITION

Enfin, pour saisir l'influence de la hiérarchie religieuse, il faut considérer un second élément. Sous les conditions de sévère répression, le mouvement de masses pouvait mettre à profit les mosquées comme centres de rassemblement et d'activité politique.

Ceci fut d'autant plus important sur le PT et le FN n'étaient pas prêts à organiser la mobilisation des masses. Le FN développait l'idée trompeuse que les secteurs au pouvoir se trouvaient sous la pression de

l'impérialisme américain et devaient introduire une série de changements allant dans le sens d'une libéralisation du régime. Dès lors, il fit tout pour persuader ces « puissants intérêts » de l'avantage à opérer une ouverture et de sa bonne volonté.

Le FN ne pouvait donc prendre le moindre risque avec des mobilisations de masses. Tout d'abord parce que le FN se rendait compte qu'un mouvement de masses visant à renverser le Shah ne pouvait que conduire à une situation incontrôlable. Ensuite le FN devait faire la preuve que le mouvement de masses, s'il existait, devait se développer de façon « responsable », ceci afin de neutraliser les affirmations comme quoi « *tout s'écroulerait si le Shah partait* ». Cette stratégie de compromis allait donc à l'encontre de toute mobilisation populaire effective. Ainsi, le FN se tint donc éloigné des mobilisations. Il les dénonça même comme de « *regrettables incidents provoqués par le régime* ».

Le PT, partant des mêmes positions politiques, voulait faire la preuve qu'il possédait une certaine influence politique et qu'il devait donc être partie prenante d'une future et possible coalition nationale. Mais sa base est très faible. De plus, son appareil ne lui permet même pas d'exercer un strict contrôle sur les mobilisations. De toute manière, l'explosivité et la spontanéité du mouvement des masses ne permettent en aucun cas le contrôle des staliniens.

LA PRESSION DES MASSES

Si l'on tient compte de tous ces éléments, la raison pour laquelle le mouvement de masses se tourna vers les mosquées est donc plus claire. C'était là que pouvaient se réunir et s'organiser les individus et couches qui voulaient s'opposer au Shah. Ceci contribua en retour à accroître l'influence de la hiérarchie religieuse; d'autant plus qu'une opposition religieuse existait déjà depuis le début des années 1960 et que la hiérarchie



Un bel exemple de fraternisation

chiite était assez sensible aux pressions du mouvement de masses.

A la différence d'autres hiérarchies religieuses, la hiérarchie chiite est financièrement indépendante de l'Etat. C'est au travers d'un réseau propre des mosquées que les ressources financières sont collectées. Cet argent passe sous le contrôle des chefs religieux des diverses régions, c'est-à-dire des Ayatollahs. Il sert à faire fonctionner les mosquées, les écoles religieuses et permet des œuvres de charité, etc. Ces revenus ne peuvent pas être investis et, dès lors, la hiérarchie n'est pas attachée financièrement à la classe dominante et à son Etat. Elle n'est donc liée directement qu'aux «croyants». Ceci la met dans une situation spéciale face aux masses et à la monarchie. Cette situation a provoqué des frictions permanentes avec le régime et suscite une sensibilité à l'état d'esprit des masses.

La monarchie Pahlavi, instrument de l'impérialisme en Iran, a tenté d'assurer son emprise sur cette église, comme sur les autres secteurs de la société. Elle le fit de deux façons. Premièrement, en mettant en place une autre hiérarchie, dépendante, elle, financièrement de l'Etat.

LES CAHIERS DE LA TAUPE no 27 / janvier 1979

Sécurité sociale

Dossier services publics : télévision

Le 40e Congrès de la CGT

La restructuration de l'ANPE

Prostitution : le projet Le Tac

Deuxièmement, en intervenant directement dans la hiérarchie religieuse pour soutenir les éléments qui se déclaraient en faveur du Shah.

Sous la pression combinée, d'une part, de la monarchie et, d'autre part, d'un mouvement de masses grandissant, des mutations se sont opérées au sein même de la hiérarchie en faveur de l'aile la plus radicalement anti-Shah, celle dirigée par Khomeini. Ce sont les couches les plus proches des masses - le bas échelon du «pouvoir religieux» - qui ont joué le rôle de courroie de transmission. Les dirigeants religieux ont donc, en retour, accru leur prestige au cours de ces mois de lutte.

Cette opposition, quelle que soit sa forme radicale, s'exprime certes toujours au travers d'une idéologie religieuse, avec les éléments réactionnaires qu'elle charrie. Mais il ne faut

pas confondre la croissance du prestige des chefs religieux avec une renaissance du sentiment religieux parmi les masses. Ce n'est pas pour l'Islam ou pour un Etat islamique que les masses se battent. Si Khomeini dispose d'une telle autorité auprès des masses, cela est dû au passage graduel d'une opposition à des mesures particulières prises par le gouvernement, à la revendication de renversement du Shah et de son régime. Ce tournant du dirigeant religieux, à son tour, reflète la radicalisation croissante des masses et l'élévation de leur niveau de conscience.

Novembre 1978

NOTE

1) Voir les articles, du même auteur : «Le régime en crise» et «Le développement du mouvement de masses contre la dictature du Shah», publiés dans «Inprecor», numéro 35, du 5 octobre 1978 et numéro 36, du 19 octobre 1978.



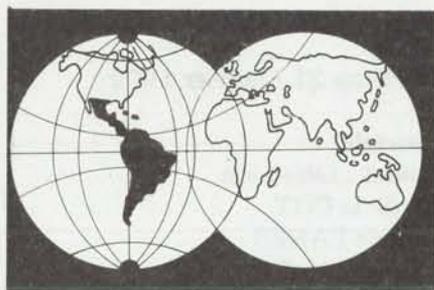
INSTITUT LEON TROTSKY

Le volume III des œuvres (septembre 1933 - avril 1934) vient de paraître. *Inprecor* en a publié dernièrement quelques «bonnes feuilles».

Le no 1 des *Cahiers Léon Trotsky* va paraître incessamment. 112 pages. 20 F ou abonnement annuel (3 numéros : 50 F) à envoyer aux EDI, 29 rue Descartes, 75005 Paris.

Sommaire du premier numéro :

Pierre Broué : Quelques proches collaborateurs de Léon Trotsky; Georges Breitman : Quand le journal de Hitler imprimait une lettre de Trotsky; Léon Trotsky: A propos de la philosophie du surhomme; etc.



Mexique

En 1979 s'ouvre une nouvelle période

*Le gouvernement mexicain adopte une nouvelle politique économique
- fondée sur le pétrole -
pour acquérir une plus grande autonomie par rapport
à l'impérialisme américain*

Manuel AGUILAR
Sergio RODRIGUEZ

● En 1979, le Mexique entre dans une situation politique qui met fin à toute une période ouverte en 1968-1970 par la crise politique engendrée par le mouvement étudiant de 1968.

Pendant la dernière décennie, des changements fondamentaux se sont produits, qui ont transformé un grand nombre d'aspects de la vie économique, sociale et politique du pays. Il est courant au Mexique de parler de 1968 comme de l'année frontière de l'histoire récente du pays. Néanmoins, il serait plus précis de dire qu'en 1968 a commencé tout un processus qui a transformé le pays. Dix ans après, la caractérisation de la période est évidente. Le 2 octobre 1978, la grande manifestation qui a commémoré, en exigeant l'amnistie générale, le massacre de Tlatelolco, a été un fait significatif qui a montré le changement réalisé. Plus de 100 000 personnes se sont organisées dans les cortèges syndicaux, étudiants et de partis, avec une conscience claire de leur force. Le temps des ambiguïtés politiques et des carences de définition idéologique, à la mode il y a dix ans, est terminé.

Un mouvement révolutionnaire jeune mais puissant a surgi entre-temps. Un mouvement ouvrier plein de potentialités commence à apparaître sur la scène, luttant pour son autonomie et son indépendance de clas-

se, et qui possède des alliés puissants et de confiance : une payannerie toujours combative, un secteur croissant des travailleurs des services qui s'identifie à la cause prolétarienne et un large secteur étudiant qui adopte les positions socialistes.

L'élément déterminant de ces changements sociaux et politiques est une économie capitaliste dépendante qui a atteint un niveau de semi-industrialisation et qui a subi des mutations décisives. Au début de 1979, la nouvelle politique économique du régime a été définitivement confirmée : le gouvernement de Lopez Portillo a décidé de baser sur l'exploitation des nouveaux gisements pétroliers la relance d'une économie qui, en 1976 et 1977, a subi sa crise la plus grave depuis quarante ans. Avant d'en arriver à cette conclusion, qui déterminera dans une large mesure la situation du gouvernement actuel, si ce n'est celle des dix années à venir, le régime est passé par deux périodes clairement définies depuis 1968.

La première a commencé avec la présidence de Luis Echeverría et a été caractérisée par l'effort du régime pour retrouver sa position sociale, qui avait été atteinte par les événements de 1968. Agissant presque naturellement en accord avec ses expériences historiques, le régime bonapartiste mexicain a

cherché l'appui de ses réserves réformistes en annonçant l'augmentation des salaires, l'élargissement de la sécurité sociale et d'autres mesures du même type. C'est durant les années antérieures à la récession généralisée de 1974 que le régime a utilisé à fond ses privilèges historiques. Le résultat est apparu dans la dette publique envers l'étranger : d'un peu plus de 3 milliards de dollars en 1968, en 1973 elle dépassait 10 milliards et en 1976, avant la dévaluation du peso, elle passait les 20 milliards.

La dévaluation du peso à la fin de 1976 a mis le régime dans une situation délicate. De fait, les agences impérialistes de financement, qui n'ont jamais été totalement satisfaites par la politique d'Echeverría, ont déterminé la dévaluation. Mais celle-ci était inévitable en raison de l'inflation accélérée de 1973-1975, du déficit croissant de la balance des paiements et du commerce extérieur ainsi que de la crise agricole qui frappe le pays depuis la fin des années soixante.

Les actifs politiques du régime et, depuis 1974, la découverte de nouveaux gisements pétrolifères dans le Sud-est du pays ont permis à Echeverría de neutraliser les effets directs de la récession généralisée. Mais en 1976, en raison d'une situa-

tion ambiguë dans laquelle le pouvoir de l'ancien Président Echeverria n'était plus le même, alors que le nouveau Président qui venait d'être élu - Lopez Portillo - n'exerçait pas encore totalement le sien, le régime s'est trouvé totalement vulnérable.

En 1976 et 1977, le régime a payé le prix de sa faiblesse face à l'impérialisme en se soumettant aux plans imposés par le Fonds monétaire international. C'est dans cette conjoncture qu'est arrivée 1978, année pendant laquelle le gouvernement a décidé d'effectuer une transformation historique de son cours économique : attandre tout de la relance par l'exportation du pétrole. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Alors qu'en 1973, il devait importer 5300 barils par jour, en 1977 le Mexique exportait 206000 barils par jour et en 1978, 1400000 barils par jour, chiffre qui sera doublé en 1981. La presse internationale parle de réserves supérieures à celles de l'Arabie saoudite, et le Mexique s'intègre pleinement au groupe des gros exportateurs de pétrole. La possibilité, toujours mise en échec par les pressions des Américains sur le gouvernement mexicain, que le Mexique adhère à l'OPEP, devient actuellement de plus en plus grande.

Le choix de Lopez Portillo est historique. Elle signifie que la politique économique nationaliste traditionnelle en ce qui concerne le pétrole - encore acceptée de fait par Echeverria - est abandonnée. Il est certain que cet abandon ne se fait pas sans réticences. Le gouvernement mexicain espère utiliser sa nouvelle carte pour obtenir une plus grande autonomie par rapport à l'impérialisme américain et, par exemple, il a refusé de vendre le gaz naturel au prix fixé par le Sénat nord-américain.

Mais les données politiques et économiques sont incontables. A cet égard, la rude franchise de *The Economist* du 30 décembre exprime sans péri-

phrases la véritable situation à laquelle sont confrontés les deux pays, indépendamment de ce que disent leurs gouvernements. L'organe de la *City* déclare : « *Au cours de l'année 1978, le Mexique, qui était un producteur pétrolier relativement secondaire, est devenu un pays qui possède des réserves exploitables supérieures à celles de l'Arabie saoudite et dix fois supérieures à celles de l'Angleterre... cela est suffisant pour faire du Mexique, dans une période de six ans, le fournisseur le plus important et le plus commode des Etats-Unis. Ceci a créé un changement profond dans la balance du pouvoir de l'hémisphère occidental.* »

La brusque décision de revenir sur un cours nationaliste forgé dans la meilleure tradition historique du gouvernement (Cardenas et l'expropriation pétrolière de 1938 sont une référence fondamentale gravée dans la conscience populaire) est due à des causes diverses, l'élément fondamental étant la situation économique du capitalisme au Mexique et la riposte des masses populaires qui n'ont pas accepté passivement le « plan d'austérité » que leur gouvernement leur a imposé.

L'insertion croissante de l'économie mexicaine dans le capitalisme mondial est la raison fondamentale de l'abandon total des projets de « capitalisme national indépendant », chers à l'idéologie des gouvernements issus de la révolution mexicaine. En fait, ces projets étaient utopiques dès le début. Mais il a fallu la conjoncture actuelle, directement liée au domaine-clé du pétrole, pour qu'apparaisse clairement aux yeux des larges masses la véritable nature du gouvernement mexicain, dépendant et associé à l'impérialisme. Les conséquences de ce tournant seront immenses pour l'ensemble de la vie sociale mexicaine.

« Le plan d'austérité » a eu comme objectif de faire tomber sur les épaules des travailleurs le poids de la crise : en bloquant les salaires, en réduisant les dépenses de la sécurité sociale, en

accélérant le chômage, etc. Rien que dans le secteur des travailleurs au service de l'Etat (fonctionnaires), il y a eu 80000 licenciements. Si on considère qu'en soi le chômage est une des plaies traditionnelles de l'économie mexicaine (le gouvernement reconnaît qu'il y a plus de 40% de la population économiquement active en chômage), on comprend que c'est le problème le plus grave dont souffrent les travailleurs mexicains.

Le mouvement syndical ne s'est pas beaucoup préoccupé de ce problème et néanmoins, commence à se développer un mouvement de chômeurs, surtout dans le secteur des services, comme par exemple chez les médecins et les travailleurs du gouvernement mentionnés plus haut : dans ces secteurs, il y a déjà eu des manifestations, des grèves de la faim, etc.

Cette politique d'austérité a eu comme conséquence la mobilisation sous une forme ou sous une autre de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans les derniers mois, il y a eu un très grand nombre de mouvements de grève. En 1976 ont eu lieu entre 300 et 600 grèves dans le pays, beaucoup étant entreprises par les syndicats nationaux. En 1977, il y en a eu encore plus et pour l'année qui vient de s'achever, les statistiques prouveront certainement qu'elle a été plus agitée que les deux précédentes.

Ces mobilisations sont confrontées à un stratagème légal trouvé par le gouvernement pour arbitrer et freiner les luttes des travailleurs. La participation du secrétaire du Travail (ministre) pour reconnaître la légalité des grèves, leur existence elle-même, et leurs directions syndicales, a été une arme du patronat pour s'opposer aux luttes des travailleurs les plus radicalisés et pour les licencier.

L'absence de libertés syndicales, de libertés démocratiques en général, est un défi permanent auquel doit répondre la classe ouvrière mexicaine.

Le chômage énorme du Mexique est aussi la cause de l'autre grave problème qui le relie aux Etats-Unis : le flux croissant (presque un million par an) de travailleurs « sans papiers » qui passent la frontière afin de vendre leur force de travail pour quelques dollars.

Jusqu'à aujourd'hui, cette population a constitué le principal instrument de pression face au gouvernement mexicain qui se trouve en position de faiblesse à ce sujet. En effet, la seule menace du gouvernement des Etats-Unis d'expulser les centaines de milliers de Mexicains qui vivent « illégalement » sur son territoire constitue un motif de grande préoccupation pour un gouvernement qui doit déjà trouver du travail pour des millions de chômeurs.

La possibilité que le gouvernement mexicain utilise l'argument du pétrole pour équilibrer sa position par rapport aux Etats-Unis est réelle et concrète.

Les luttes des dernières années montrent que dans l'année qui commence, les conditions pour que les travailleurs mexicains prennent le chemin de l'indépendance de classe commencent à exister. En effet, ce n'est pas au niveau de la défense syndicale que le mouvement ouvrier mexicain est faible. Les luttes des travailleurs mexicains sont combatives mais manquent du niveau de conscience nécessaire pour permettre au prolétariat d'entreprendre la marche vers l'autonomie de classe. Néanmoins, la lutte syndicale a commencé peu à peu à former une « avant-garde de classe » plus ou moins importante, qui peut déjà compter sur plusieurs milliers de membres, conscients de la véritable nature de l'ennemi de classe auquel ils sont confrontés et qui est l'Etat. Par exemple, dans les tendances nationalistes traditionnellement liées aux secteurs bourgeois de type cardenistes (partisans de l'ancien Président Cardenas, mort en 1970), elles-mêmes, comme la Tendance démocratique des électriciens, dirigée par Rafael Galvan, ce processus de différenciation est à l'œuvre. Des

courants de ce mouvement nationaliste commencent à se joindre aux partis ouvriers et à avancer une alternative de classe. Quelques-uns, comme les travailleurs du nucléaire, voient dans le PRT cette alternative de classe et luttent pour construire ces courants de classe au sein de la Tendance démocratique.

En 1978, ce mouvement au sein des syndicats a coïncidé avec un large mouvement démocratique pour l'amnistie qui s'est élevé pour commémorer le dixième anniversaire du massacre du mouvement étudiant à Tlatelolco. Son élan anti-gouvernemental et irréductiblement contraire à la collaboration de classe ne manquera pas d'influencer ce processus de maturation ouvrière.

Les premiers tournants que cette situation provoque au sein de l'appareil officiel ont lieu dans la bureaucratie syndicale directement liée à l'Etat et au parti officiel, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle le « charrisme ». En premier lieu, il a dû changer certaines méthodes pour tenter d'intégrer de nouveaux courants, soutenant à sa façon et à son rythme les luttes qu'ils entreprennent. Comme tout contrat collectif doit être signé par les centrales bureaucratisées, elles se voient obligées de soutenir les luttes entreprises par les sections « démocratiques » (d'opposition), si elles ne veulent pas être débordées par le mouvement. Néanmoins, quand les mobilisations dépassent une limite, quand il ne s'agit plus de questions de salaires, de chômage et des conditions de travail, et quand les travailleurs commencent à poser les problèmes de la direction syndicale nationale, de la démocratie interne, le charrisme réagit immédiatement, y compris de façon violente. Il fait appeler la police et l'armée pour réprimer les mobilisations.

Cette politique est de plus en plus difficile à appliquer. Le processus de radicalisation est accompagné de la participation du parti marxiste révolutionnaire, de l'apparition des tendances

« lutte de classe », qui sont déjà en germe dans tout le pays, dans plusieurs syndicats nationaux, et qui seront un défi de plus en plus important pour le charrisme par rapport à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Au niveau politique plus large, la situation mexicaine est couronnée par le projet gouvernemental appelé « réforme politique ». Cette « réforme politique » constitue le complément naturel de la politique d'austérité. C'est le revers de la médaille de la politique contre le mouvement ouvrier qui a été entreprise, car le gouvernement est obligé de faire en même temps une série de concessions à la base sociale sur laquelle il s'appuie. L'objectif fondamental de la réforme politique est ainsi de dévier la lutte politique de l'intérieur des syndicats vers la lutte parlementaire. Il s'agit d'obtenir un compromis social avec les partis ouvriers pour qu'« ils cessent de créer des problèmes dans les syndicats », comme disent les dirigeants gouvernementaux. Il s'agit de les amener à la lutte électorale, parlementaire, et qu'ils s'y tiennent. Le rôle que doit jouer le réformisme dans ces conditions est fondamental. Les partis réformistes sont d'une importance vitale pour l'Etat, pour récupérer à travers eux des secteurs entiers qui ont échappé à la bureaucratie syndicale... Il s'agit d'arriver à un nouveau pacte historique, comme celui de 1940, pour permettre un nouveau développement économique du pays sous la domination capitaliste.

La position face à la « réforme politique » détermine de plus en plus l'attitude des partis, y compris ceux de gauche. Comme cela est typique dans de telles situations, la bourgeoisie, quand elle considère que son cours réactionnaire contre les travailleurs est trop difficile à imposer sans certaines concessions politiques, ouvre certaines valves démocratiques. Au Mexique, c'est exactement ce qui s'est passé dans les derniers mois. Et si nous ajoutons à ces nécessités bourgeoises le large mouvement pour l'amnistie qui

a eu lieu au Mexique grâce à l'action des partis et organisations démocratiques et révolutionnaires, on aura un tableau complet de la situation politique mexicaine spécifique à l'entrée de la nouvelle année.

De la part de la bureaucratie syndicale, la réaction, fondamentalement contradictoire, a été de tenter de se préparer pour contrecarrer l'action des nouveaux partis au sein de la classe ouvrière... D'une part elle forme des groupes qui doivent réprimer violemment, si nécessaire, l'action des militants de ces partis. Mais d'autre part il est clair qu'elle doit aussi aspirer à récupérer sa légitimité, sa base sociale qui s'effrite en même temps que son tuteur, le gouvernement et son parti officiel. C'est pour cela qu'elle doit adopter un langage « radical », prétendument de gauche, pour essayer de freiner les mobilisations ou en tout cas pour les canaliser dans la meilleure direction possible pour ses intérêts. Mais la contradiction dans laquelle est enfermée cette bureaucratie syndicale mexicaine est insurmontable, car l'élan principal de la classe ouvrière pour obtenir un pays démocratique se concentre d'abord sur ses organisations de classe les plus proches, les syndicats. Et la démocratie syndicale est exactement la mort du charrisme syndical.

La « réforme politique » cherche à donner au régime d'autres instruments pour contrôler la radicalisation ouvrière, y compris dans le cas où elle déborderait la bureaucratie syndicale. Le PC mexicain pourrait être le moteur principal de l'intégration de ces secteurs radicalisés et ce n'est pas un pur hasard s'il a été un des trois nouveaux partis reconnus par la nouvelle loi électorale promulguée par le gouvernement de Lopez Portillo. Mais le PCM se trouve dans une situation contradictoire qui est aussi très difficile à résoudre. Sa base syndicale est essentiellement une base radicalisée qui n'est pas disposée à signer des pactes avec la bourgeoisie. Ceci explique

certainement un des traits les plus caractéristiques de la situation mexicaine, à savoir le fait que le PCM conclut des alliances avec le Parti révolutionnaire des travailleurs (Section mexicaine de la IVE Internationale) pour construire des tendances syndicales contre le charrisme au sein du Congrès du travail, la fédération syndicale qui regroupe la plus grande partie du mouvement ouvrier organisé et qui est contrôlée par les « charros ».

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

no 38: Le traité de paix sino-japonais, un accord signé sur le dos des peuples d'Asie; Mexique : le populisme sans avenir du parti au pouvoir; Zimbabwe: la dernière période de Smith ?; Algérie : vers l'autodissolution des staliniens dans le parti unique; France : le mouvement syndical depuis les élections de mars; Livres : l'URSS et eux...

no 39: Nicaragua : déclaration du SU de la IVE Internationale; Iran : la colère des masses; A bas le Shah : déclaration du SU de la IVE Internationale; Maroc : continuité et changements ne suppriment pas les contradictions; Document : un nouveau « complot » trotskyste en Tchécoslovaquie; Chine: l'heure de la « démaoïsation » (30 novembre).
no 40: Grande-Bretagne : la dernière année du gouvernement Callaghan; RFA : les sidérurgistes pour les 35 heures; Pérou : création du PRT; Iran : pour une république ouvrière et paysanne; Index des articles parus dans « Inprecor » en 1978; Tchécoslovaquie : lettre de Petr Uhl au ministère de l'Intérieur; RDA : après le Congrès Bahro; Le mouvement des femmes en Inde (14 décembre 1978).

Il est certain que le caractère stalinien du PCM pousse son appareil à un accord avec l'Etat. Mais cette voie ne peut être suivie sans contradictions, et il faut tenir compte de celles-ci pour ébaucher la politique révolutionnaire. De fait, les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'un pacte social de type front populaire soit réalisé entre le gouvernement et le PCM,

comme le montrent les luttes récentes dirigées par le PCM, et qui sont directement confrontées à la répression gouvernementale : les luttes des mineurs de Nacozari, des travailleurs de Pena Pobre, et aussi les conflits au sein de la couche la plus élevée de la direction du PCM, comme les récents événements qui ont conduit à la démission de Martinez Nateras de son poste au secrétariat du Comité central, le deuxième poste politique par son importance dans la hiérarchie, s'expliquent seulement par l'énorme contradiction qui existe entre la ligne stalinienne qui inspire la direction de ce parti et la résistance de beaucoup de ses secteurs à mettre en pratique de façon conséquente une telle ligne.

Evidemment, cette situation ne durera pas définitivement, mais son importance est telle que toute négligence dans l'évaluation de cette situation et dans l'intervention qui en découle pourrait être un lourd handicap dans la tâche de construction du parti marxiste révolutionnaire au Mexique.

Cette stratégie marxiste révolutionnaire passe aujourd'hui par la lutte pour l'autonomie et l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à l'Etat et au parti officiel, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Cette revendication centrale est aussi celle des secteurs en lutte les plus avancés. Cette indépendance est politique et programmatique. Elle ne s'identifie pas à la rupture avec les organisations ouvrières existantes, en majorité contrôlées par les « charros ». L'indépendance politique est étroitement liée à la démocratie syndicale. De fait, dans la situation actuelle de la lutte du peuple mexicain, le point central est l'obtention de la démocratie. Les luttes étudiantes d'il y a dix ans ont ouvert une étape débouchant aujourd'hui sur les luttes ouvrières. Cette lutte pour la démocratie converge directement et naturellement avec les formes d'organisation prolétarienne traditionnellement révolutionnaires. Le « Comité national de grève » du mouvement étu-

diant de 1968, constitué de délégués élus par les assemblées d'écoles et de facultés, a été un exemple vivant pour le prolétariat, qui a permis à celui-ci de ne plus s'organiser seulement dans les instances syndicales officielles, mais de recourir de plus en plus aux délégués départementaux. C'est ainsi que sont apparus quelques-uns des syndicats les plus importants dans les domaines de l'automobile et du textile, syndicats qui se trouvent aujourd'hui à la tête des luttes ouvrières au Mexique. Les mobilisations des travailleurs ont pour axe la lutte contre le plan d'austérité : pour une augmentation générale des salaires, pour une grève générale comme seul moyen de l'obtenir, contre les mauvaises conditions de travail, pour le droit à la syndicalisation, pour le droit aux contrats collectifs et à la grève, droits mis en question par le gouvernement au moyen de lois spécifiques qui font que plus de deux millions de travailleurs n'ont pas le droit de se syndiquer, de faire la grève ni de bénéficier des contrats collectifs.

Certaines luttes plus avancées permettent déjà à certains secteurs de la classe ouvrière de formuler des revendications tendant vers le contrôle ouvrier de la production : contrôle des rythmes de travail, ouverture des livres de comptes, etc.

Mais la maturité croissante du mouvement populaire qui se développe dans le pays permet que le vaste élan en faveur de la démocratie et contre le gouvernement s'étende à de nouveaux secteurs, comme celui des femmes. L'embryon de mouvement pour les droits des homosexuels est significatif, la lutte pour l'amnistie a déjà été mentionnée, et, surtout, des couches toujours plus larges de la population comprennent de plus en plus la nécessité de lutter pour une solution de rechange ouvrière et paysanne au gouvernement du PRI.

La conjoncture mexicaine ouvre une perspective à la politique du Front unique ouvrier (FUO) en tant que tacti-

que-clé pour l'homogénéisation et l'indépendance de classe. Le caractère des organisations syndicales contrôlées par les « charros » devient manifeste quand ceux-ci doivent exprimer, de façon indirecte et déformée, les aspirations de la base : augmentations de salaires, unité d'action, etc. Il n'est donc pas contradictoire de proposer une tactique de FUO en même temps que l'on lutte pour l'indépendance de classe par rapport au PRI et au gouvernement, c'est-à-dire qu'en même temps l'on lutte contre le charisme.

La contradiction du charisme apparaît dans toute son ampleur dans la mesure où il s'intègre à l'appareil d'Etat en tant que représentant des organisations syndicales et non l'inverse. De plus, en même temps que la bureaucratie « charra » s'oppose au blocage des salaires, elle justifie et reprend l'argumentation des capitalistes qui prétendent ne pas avoir les moyens financiers d'augmenter les salaires. Son inconséquence ne lui permet pas non plus d'organiser une action commune, qui supposerait la rupture de l'isolement des grèves partielles et devrait converger en une grève générale. Le rôle de la tactique de FUO est de promouvoir d'abord dans la propagande et ensuite, de plus en plus, dans la pratique, les solutions politiques du moment (comme la grève générale). Il est aussi de démasquer et de dénoncer concrètement et efficacement la bureaucratie « charra » aux yeux des secteurs (encore majoritaires) qui, quoique méfiants, ne voient pas d'autre solution que celle qu'elle propose.

Lors de la Ie Assemblée ordinaire du Congrès du travail, l'action des marxistes-révolutionnaires et d'autres forces « anti-charras » s'est révélée efficace à ce sujet.

D'abord, la première proposition pour réaliser cette assemblée est issue d'un des puissants syndicats d'électriciens (le syndicat mexicain des électriciens) qui à cette époque préparait une grève pour lutter contre le plan

d'austérité. L'initiative d'une « assemblée nationale du prolétariat », proposée par les électriciens, a été reprise par la bureaucratie « charra », dénaturée et freinée, mais, de fait, mise partiellement en pratique. Plus de douze ans après sa fondation, le Congrès du travail ne s'était jamais réuni. En juin dernier, sa Ie Assemblée a discuté des problèmes qui touchent directement le prolétariat : la riposte ouvrière à la crise, les propositions pour l'intervention du secteur ouvrier dans la « réforme politique » et dans le PRI, etc.

Le PRT s'est immédiatement déclaré en faveur de la participation à l'Assemblée, pour y proposer les mesures que les marxistes-révolutionnaires considèrent comme les plus adéquates pour le mouvement ouvrier. Le PCM a d'abord hésité, mais il a finalement accepté. De cette façon, les délégations de la fédération des syndicats universitaires, principalement, invitées à l'Assemblée, ont exprimé des positions de classe. Un tiers des délégués, c'est-à-dire plus de 1000 dirigeants syndicaux, se sont sentis attirés par les positions qu'elles ont avancées, et l'Assemblée dans son ensemble s'est déclarée en faveur de la défense du syndicalisme universitaire, menacé par les lois réactionnaires, et du droit des travailleurs des banques à s'organiser.

Il est certain que la bureaucratie « charra » s'est opposée à la grève générale, à de fortes augmentations de salaires, et aux autres propositions de classe, et a réussi à utiliser l'Assemblée pour renforcer ses positions dans les conflits internes au gouvernement. Néanmoins, un précédent a été réalisé pour de larges secteurs des masses. La prochaine étape des luttes pour l'indépendance de classe est de construire une large tendance au sein du Congrès du travail (c'est-à-dire dans les organisations qui le composent, comme la Confédération des travailleurs du Mexique, la Fédération ouvrière révolutionnaire, etc.) et d'y intégrer les

syndicats indépendants actuels, à condition que disparaisse la clause d'adhésion obligatoire au PRI. Deux syndicats importants du Congrès du travail ont déjà rompu avec le PRI : le Syndicat des téléphonistes, et le SME, qui a été mentionné plus haut.

Toute cette tactique du FOU doit déboucher sur une alternative politique. Cette perspective est celle d'un parti ouvrier indépendant, c'est-à-dire d'un parti ouvrier basé sur les syndicats qui affirment leurs positions de classe face au PRI. Cette politique du FOU garantit l'indépendance de la classe ouvrière dans la mesure où elle affaiblit le contrôle de la bureaucratie, du PRI et de l'Etat sur la classe ouvrière.

Le processus de coordination de ces tendances « anti-charras » prendra du temps. Le cadre fondamental des luttes à venir sera les syndicats. La situation très complexe que traverse le pays rendra inévitables les ruptures au sein de la bureaucratie syndicale. Il ne faut pas oublier que Rafael Galvan, dirigeant de la Tendance démocratique des électriciens, a été membre fondateur du Congrès du travail.

La phase actuelle du mouvement ouvrier au Mexique est celle de sa maturation, de l'organisation, de l'élaboration de courants authentiquement de classe. Tout cela aboutira à des affrontements de classe beaucoup plus violents et généralisés que ceux d'aujourd'hui.

Le PRT se prépare à jouer un rôle dans ces luttes. Il participe dès maintenant aux courants classistes qui se développent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Congrès du travail. En premier lieu, étant donné son origine, qui est le mouvement étudiant de 1968, il joue un rôle central dans le syndicalisme universitaire, particulièrement dans le syndicat de l'UNAM (Université nationale)

Dans les syndicats qui font partie de la Fédération des travailleurs au service de l'Etat (FSTSE), le PRT et le PCM

développent également une activité importante. Par exemple, dans le syndicat de l'hôpital général de la ville de Mexico (le plus grand hôpital d'Amérique latine, avec 20000 travailleurs), où comme dans le syndicat de l'UNAM une camarade participe à la direction, chargée en particulier des « questions femmes ».

En ce qui concerne les syndicats de la production, le PRT participe aux syndicats de l'automobile (à ceux qui font partie du Congrès du travail comme aux syndicats indépendants). Dans le Syndicat des cheminots, le PRT est à l'origine, avec le PCM et d'autres courants de caractère centristes, de la formation de « comités de lutte » dans le syndicat contrôlé par les « charros ». Dans quelques villes importantes du pays, ces comités de cheminots ont déjà un rôle décisif : à Mexico, à Monterrey, à Aguascalientes et dans l'Etat de Sonora. La tâche à accomplir en ce domaine est de coordonner et de donner une ligne commune à ces comités de lutte.

Au niveau de la lutte politique, le PRT entre dans l'année 1979 renforcé par le succès d'une campagne de grande ampleur en faveur de sa légalisation comme parti politique. Des dizaines de meetings dans les rues, des milliers de tracts, deux campagnes économiques, plusieurs campagnes électorales, des journées épuisantes pour réunir cinq mille adhérents avec une carte d'électeur valide, plusieurs campagnes de presse et la mise à la disposition de toutes les activités quotidiennes du PRT pour la campagne pour la légalisation, tout cela représente quelques-uns des aspects de cette campagne nationale qui a duré plus d'un an.

Le 28 novembre, la Commission électorale nationale a décidé d'accorder (malgré le vote contre du délégué hyperstalinien du Parti populaire socialis-

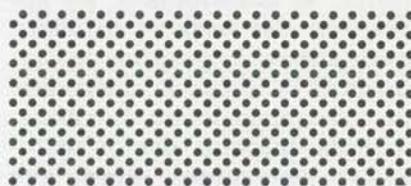
te) la légalisation au PRT en tant qu'« association politique ». La loi anti-démocratique qui régleme l'enregistrement des partis au Mexique a été imposée au PRT avec toute sa rigueur. Il doit encore parcourir un long chemin avant d'obtenir sa transformation en « parti définitivement légal », statut dont ne bénéficient que les partis du gouvernement (le PCM fait partie d'une catégorie intermédiaire entre le PRI et le PRT, celle des partis à « légalisation conditionnelle »).

Quoiqu'il en soit, le PRT aborde avec plus de force et de sécurité les élections fédérales de cette année, auxquelles la gauche va pour la première fois participer légalement, avec ses candidats et ses programmes.

En conclusion, une étape de développements politiques importants s'ouvre au Mexique. Ces développements convergent avec une situation mondiale qui l'affecte de plus en plus directement. Spécialement, les conséquences de la révolution iranienne sont déjà évidentes aujourd'hui. Les Etats-Unis, fondamentalement préoccupés par le Moyen-Orient, le Sud-Est asiatique et l'Afrique, voient soudain surgir à leur porte, au Sud du Rio Bravo, une situation difficile qui apparaît sans qu'ils soient suffisamment préparés pour l'affronter. De son côté, le gouvernement mexicain se dispose à s'affronter aux masses à l'aide de la relance par le pétrole.

Ceci, néanmoins, après les événements iraniens, ne manquera pas de l'inquiéter. En effet, de même que dans ce pays, tous les ingrédients sont réunis au Mexique pour rendre la situation explosive.

Le 5 janvier 1979



La situation bolivienne, les élections et les fronts politiques

Le second coup d'Etat en un an, qui a eu lieu récemment en Bolivie, rend nécessaire l'évaluation de la situation politique de ce pays andin. Que signifie en particulier ce 180e coup d'Etat militaire ? Nous reproduisons ici une déclaration récente du POR (Section bolivienne de la IVe Internationale), et un bref commentaire d'introduction d'un dirigeant du POR.

De façon géographique, on peut dire qu'avec le coup d'Etat de Banzer en 1971, le centre de décision du pouvoir politique était passé de La Paz à Santa Cruz, région où s'étaient concentrés les investissements impérialistes depuis la révolution d'avril 1952. Un secteur bourgeois dynamique et agressif s'était développé en association avec ces investissements. Ce secteur a commencé à opérer avec Banzer.

Le coup d'Etat contre Pereda dirigé par le général Padilla et réalisé par ceux qu'on appelle les « militaires-institutionnalistes », s'inscrit comme un épisode du conflit à l'intérieur de la bourgeoisie, qui tend à mettre fin, quoique de façon partielle, à l'hégémonie de l'industrie agricole, en donnant un plus grand poids aux autres secteurs bourgeois, qui opèrent en majorité à La Paz, dans les usines, le commerce, la construction, les mines, etc. Ces secteurs semblent avoir adopté la position de Carter et de l'ambassade américaine de « démocratisation flexible », afin de prévenir des affrontements prématurés, alors que

leurs forces sont divisées et que les forces armées ont perdu tout prestige et sont elles-mêmes divisées.

Ces luttes au sein de la bourgeoisie, qui à leur tour expliquent les changements d'attitude des forces armées, s'expriment au niveau politique par l'effritement des partis et des fronts qui représentent le bloc agro-industriel. L'UNP (Union nationaliste du peuple) est dissoute. Les groupes qui la composent cherchent de façon confuse à réaliser de nouvelles alliances, la personnalité de Banzer devant être au centre d'un nouveau regroupement. De même, l'instrument politique du régime Banzer-Pereda, à savoir le Pacte militaro-paysan et la Confédération nationale paysanne légaliste, se désagrège.

Dans l'UDP (Union démocratique populaire), le secteur bourgeois du MNRI (Mouvement nationaliste révolutionnaire indépendant) est mal à l'aise avec ses alliés communistes pro-Moscou et fait pression pour

une ouverture à droite, qui rendrait l'UDP encore plus « modérée ».

Néanmoins, les tendances d'un premier regroupement se dessinent déjà.

Ce qu'on appelle la ligne bourgeoise démocratique qui, elle-même, a des nuances, pousse à des élections rapides qui donneraient naissance à un gouvernement constitutionnel, avec un double objectif :

- a. contenir et dévier les luttes des masses jusqu'aux élections, en les compromettant dans la défense de l'institutionnalité bourgeoise;
- b. sur cette base, améliorer les relations de l'Etat capitaliste bolivien et obtenir un soutien financier externe pour le sauver de la crise à laquelle il est confronté.

Ce secteur est lié à la politique de Carter concernant les droits de l'homme et l'ouverture démocratique. C'est le secteur le plus habile de la bourgeoisie, qui se propose de sauver le régime capitaliste de ses problèmes actuels. Il cherche à hâter les élections et le changement de gouvernement, avant que les masses boliviennes n'accroissent leur radicalisation et ne se tournent vers la gauche révolutionnaire.

L'autre ligne est celle des secteurs bourgeois durs, c'est-à-dire l'extrême-droite, qui cherche actuellement à se regrouper à partir de Santa Cruz, avec les restes des groupes et des tendances qui ont gouverné avec Banzer.

LES CLASSES OPPRIMEES SE REORGANISENT

La classe ouvrière achève la réorganisation de ses syndicats. Elle se mobilise partiellement pour des revendications économiques et pour la récupération des libertés et des droits démocratiques. Néanmoins, il lui manque encore une cohésion nationale autour de ses revendications salariales et des perspectives politiques avancées dans ses thèses programmatiques en vigueur. Dans une certaine me-

sure, son activité lors des dernières élections, et ensuite l'action de l'UDP, qui constitue un frein modérateur des luttes, ont empêché un plus grand progrès du mouvement ouvrier.

Ce qui se passe dans la paysannerie est plus spectaculaire. Pratiquement, le Pacte militaro-paysan a cessé de fonctionner. Des tendances politiques importantes sont apparues à la campagne. La Confédération nationale paysanne légaliste s'est réduite aux bureaucrates à la solde des ministères de l'Intérieur et des Affaires paysannes. La bourgeoisie, à travers l'Eglise et le ministère des Affaires paysannes, cherche à empêcher ce processus et à bloquer le tournant de la paysannerie vers la COB (Confédération ouvrière bolivienne), qui matérialiserait l'alliance ouvrière et paysanne, base indispensable pour la victoire des masses.

Au sein de la petite-bourgeoisie, on observe aussi une recrudescence des luttes, avec la grève des employés de banque, les mouvements des professeurs, des employés dans le commerce et l'industrie, etc.

Le mouvement lycéen et universitaire est activement mobilisé et cherche à récupérer ses conquêtes relatives à la gestion universitaire et pour un enseignement de caractère démocratique. Mais ce processus a été bloqué à mi-chemin par les succès initiaux des tendances réformistes et social-démocrates qui se trouvent dans l'UDP.

LE ROLE DE LA GAUCHE

L'expérience des luttes antérieures, sur le plan pratique, montre que les masses peuvent progresser dans leurs revendications jusqu'à un certain niveau, mais qu'arrivées à ce point, elles reculent ou endurent une défaite si elles n'ont pas résolu le grave problème de la direction politique révolutionnaire. L'instrument qui permet de répondre à cette question est le parti révolutionnaire, qui prend corps dans les masses et qui a sur elle une au-

torité politique. En Bolivie, il existe à sa place plusieurs petits partis qui se disent révolutionnaires, ouvriers et de gauche.

Pendant les dernières élections sont apparus deux fronts : l'UDP et le FRI, apparemment semblables et de gauche.

L'UDP n'est pas apparue pour répondre à la nécessité créée par la crise de direction révolutionnaire, mais précisément dans un but contraire, celui d'empêcher la radicalisation révolutionnaire des masses ou d'y faire obstacle. L'UDP est un front inter-classiste dominé par un secteur bourgeois (le MNRI) qui, seul, prétend sauver le régime capitaliste en retournant à un régime constitutionnel et à la démocratie bourgeoise. Sa stratégie n'est pas celle de la révolution, mais celle de la réforme capitaliste, amenant au gouvernement un secteur bourgeois supposé progressiste. C'est un projet bourgeois auquel se sont ralliés des secteurs ouvriers (PC) et universitaires (MIR - Mouvement de gauche révolutionnaire).

Le FRI (Front révolutionnaire de gauche) au contraire, reconnaît le rôle dominant du prolétariat à la tête des masses

opprimées et comme dirigeant du processus révolutionnaire. Bien que son programme et sa plate-forme de lutte présentés à la Cour électorale souffrent d'imprécisions et d'une certaine obscurité, le FRI a dans un sens général présenté dans sa campagne une alternative ouvrière et socialiste. C'est ainsi que le FRI justifie son existence et pourrait devenir la solution provisoire et transitoire aux problèmes de la crise de direction révolutionnaire, en attendant que se construise le parti prolétarien, marxiste-révolutionnaire. Sa justification, par conséquent, ne naît pas de la quantité de votes qu'il a recueillie aux dernières élections, mais de ce problème de direction révolutionnaire posé de façon urgente par la situation bolivienne, et que le FRI doit résoudre pour reconstruire le pays sur des bases socialistes.

LE FRI, SES ERREURS, SON PROGRAMME ET SES PERSPECTIVES

Il faut rappeler que le FRI a manqué d'homogénéité lors des élections. Ce fut une erreur de supprimer les sigles des partis et organisations qui le composent : le Parti communiste (marxiste-léniniste), le Parti ouvrier révolutionnaire (Avant-



garde communiste), le Parti ouvrier révolutionnaire (Combate) et le Parti révolutionnaire des travailleurs. Ceci a favorisé le sectarisme et la déloyauté. Il n'y a pas eu d'intégration de ses composantes dans des tâches communes. Face aux masses, le FRI a hésité quant au choix des secteurs où il devait travailler prioritairement pour gagner de l'influence. De peur de choquer les secteurs bourgeois modérés, il n'a pas mis clairement toute sa force dans la campagne vers les masses ouvrières et paysannes, au point que dans beaucoup de cas, il était difficile pour la plupart des gens de le différencier de l'UDP.

Après les élections, ces faiblesses organisationnelles et politiques ont subsisté et se sont étendues à d'autres plans. Bien que le FRI ait fréquemment répété qu'il n'était pas électoraliste, dans les faits il a porté la plus grande partie de son attention aux activités préparant les nouvelles élections, délaissant les problèmes des masses auxquels il aurait dû apporter des solutions révolutionnaires. En cela, il s'est laissé supplanter par l'UDP.

D'autre part, sous la pression de quelques-unes de ses composantes qui se faisaient l'écho des critiques de la droite et l'accusaient d'isolement et d'ultra-gauchisme, le FRI a été amené à entamer des pourparlers et à signer des documents communs avec le MNRH (Mouvement nationaliste révolutionnaire historique) de Paz Estensoro, le PRA de Guevara et la Démocratie chrétienne de Miguel. Cette attitude erronée d'apporter sa caution à des partis bourgeois discrédités face au mouvement ouvrier, a été alimentée par des tendances favorables à un processus révolutionnaire par étapes et à la collaboration de classes avec des secteurs de la bourgeoisie. Le FRI n'avait pas besoin d'accompagnateur bourgeois pour se prononcer contre la « continuité » et pour exiger des élections rapides ou pour protester contre les atteintes aux droits de l'homme. Il aurait pu le faire seul avec un plus grand impact sur les masses. Il serait naïf de penser que cette attitude ait amené ces partis bourgeois sur les positions de la classe ouvrière; en réalité c'est le contraire qui s'est passé.

Il est correct d'élargir la base du FRI. Mais il faut le faire en

s'ouvrant vers la gauche pour s'adjoindre les groupes qui sont restés en dehors, en prenant l'initiative et en agissant avec souplesse, sans sectarisme ni bureaucratisme. Ceci doit être fait en même temps que le FRI commence à intervenir dans les secteurs ouvriers et paysans organisés pour les convaincre de se joindre au front. La lutte, la clarté politique des objectifs et l'intervention déterminée dans tout le processus renforceront le FRI. Alors que les hésitations et les compromis avec des secteurs bourgeois l'affaibliront et finalement le détruiront.

Le POR peut et doit être à l'origine de cette nouvelle dynamique du FRI, en même temps qu'il se construit, s'enracine dans les masses et se renforce lui-même pour peser beaucoup plus en face de ses alliés du front.

Une des corrections fondamentale qu'il faut faire se réfère à la plate-forme de lutte et au programme, qui doivent prendre le sens d'un programme de transition dans la conjoncture actuelle.

Cochabamba, 6 décembre 1978

Document

Avec la classe ouvrière et pour le socialisme

Déclaration du POR-Combate, Section bolivienne de la IVe Internationale

Le POR (Combate), Section bolivienne de la IVe Internationale, face à la situation confuse créée par l'opportunisme avec ses analyses et ses perspectives fausses, et par les groupes d'extrême-droite qui se sont lancés avec cynisme et vanité dans la reconstitution de leurs rangs pour contenir la montée des masses, s'adresse aux travailleurs, ouvriers et

paysans, aux universitaires et aux intellectuels révolutionnaires pour préciser ce qui suit :

1. Le coup d'Etat de l'aube du 24 novembre dernier est l'expression des contradictions, des conflits et des différenciations qui ont surgi au sein de la bourgeoisie bolivienne face à l'échec économique désastreux et à la corruption administrative galo-

pante de l'administration publique sous les régimes de Banzer et de Pereda, de la pression internationale des pays qui les ont financés et enfin de la peur que la classe dominante éprouve devant le nouvel éveil des masses dont les premières mobilisations sont en train de briser la camisole de force avec laquelle la dictature les a assujetties depuis 1971.

2. Cette décomposition au sein de la bourgeoisie, avec toutes ses conséquences au niveau de la faillite économique et de l'intensification de la lutte des classes qu'elle entraîne, devait se répercuter sur les forces armées. Elles forment un parti politique armé qui a été compromis et utilisé pour la défense des intérêts de la bourgeoisie agro-industrielle de Santa Cruz, du secteur exportateur et des impérialistes principaux. A l'intérieur des forces armées, les vieux généraux liés au clan de Banzer et de Pereda ont perdu du prestige, alors que la couche d'officiers appelés « institutionnalistes » en a gagné, en prêchant pour sauver les forces armées de leur perte de prestige et d'autorité en face du peuple, et pour éviter les affrontements armés avec les travailleurs.

3. Le gouvernement issu du coup d'Etat, avec le chef de l'armée nommé par Pereda comme Président de la République, reflète cette situation de conflit à l'intérieur des forces armées entre les vieux généraux compromis dans la politique mise en œuvre depuis 1971 et les officiers plus jeunes et de grade inférieur qui sentent leur institution en péril et qui ont comme objectif, d'après leurs propres déclarations, de « sauver du discrédit les forces armées, au nom desquelles on a commis des atrocités », et de « laver la figure de l'armée » éclaboussée de boue par les dictatures militaires antérieures. Dans ce but, ce sont ces derniers qui marquent un point pour imposer la convocation à des élections dans les six prochains mois. Ils cherchent ainsi à ce que les forces armées se retirent dans leurs quartiers et ne se compromettent pas directement dans les luttes que déclenchera la crise économique. Mais les vieux cadres de l'armée ont encore du pouvoir et c'est à eux que s'adresse Banzer pour les regrouper, dans sa tentative de faire prévaloir l'hégémonie de l'industrie agricole de Santa Cruz, dont il fait partie et qu'il représente.

Le conflit à l'intérieur de l'armée, nous le répétons, est une preuve de la force de cer-

tains secteurs de la bourgeoisie bolivienne, elle-même dépendant de l'impérialisme.

Par cela même, du point de vue de la nature de classe le gouvernement Padilla est un régime bourgeois qui propose des solutions bourgeoises à la situation actuelle. Il est opportuniste et dangereux de le confondre avec un gouvernement du peuple, des travailleurs. Son refus de retirer l'armée des mines et de la campagne montre sa nature de classe bourgeoise.

4. La classe ouvrière, alliée à la paysannerie et aux secteurs pauvres de la classe moyenne, ainsi qu'aux intellectuels révolutionnaires, a pour objectif historique d'avancer jusqu'au pouvoir politique pour construire une société nouvelle, sans opprimés, sans exploités, d'égalité et de justice sociale. La lutte pour cette société socialiste, avec la classe ouvrière au pouvoir, est celle qui doit mobiliser toute l'activité de l'avant-garde révolutionnaire et des masses. Si l'on perd cette perspective, par des formulations opportunistes, ambiguës, sans contenu de classe, on favorise la bourgeoisie et l'impérialisme, qui, pour sauver leurs intérêts, peuvent bien adopter des formules diverses, y compris se proclamer démocratiques, mais sans renoncer à l'exploitation du travail salarié et à la plus-value qu'il crée.

5. Etant donné la convocation des élections pour juillet 1979, avec ce critère, le POR-Combate propose aux travailleurs de couper court aux manœuvres des partis opportunistes et des fronts bourgeois qui cherchent à constitutionnaliser leur pouvoir, en construisant un front et en proposant une candidature ouvrière et populaire, totalement indépendante de tout secteur bourgeois. C'est maintenant le moment de montrer le chemin, de continuer à ouvrir la brèche qui nous conduira au gouvernement ouvrier et paysan, comme on l'a fait au moyen du FRI dans les dernières élections.

Ne nous trompons pas de chemin ! Unissons-nous autour de la classe ouvrière comme axe

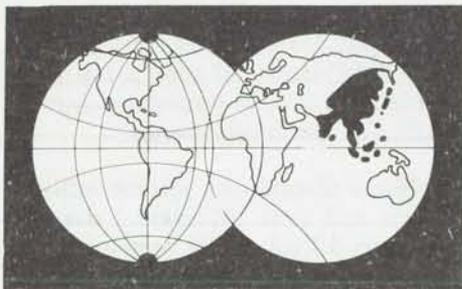
principal. Maintenons l'indépendance de classe : ni avec la bourgeoisie, ni avec le gouvernement militaire qui la représente.

6. Nous disons aux jeunes militaires qui sont intervenus dans le coup d'Etat du 24 novembre, qui ont déclaré leur obligation de garantir l'avenir du pays et qui appellent à l'union nationale :

Le survie du régime capitaliste et impérialiste non seulement met en danger l'avenir du pays, mais, avec ses crises et sa violence, prolonge la souffrance et l'angoisse du peuple bolivien.

Les intérêts des grands capitalistes boliviens (dans l'exportation, les mines moyennes, l'industrie agricole, etc.) et des transnationales sont opposés et compromettent l'avenir de la Bolivie. S'ils sont sincères et honnêtes avec eux-mêmes, les jeunes militaires doivent réellement se rapprocher de la classe ouvrière et de son avant-garde politique, pour discuter et planifier réellement, sur des bases solides, l'avenir grandiose de la Bolivie. Pour faire ce pas, ils doivent surmonter leur position intermédiaire actuelle, ambiguë, entre les secteurs bourgeois en conflit et qui se déplace sur la ligne du démocratisme dont joue le Président Carter des Etats-Unis. Nous les avertissons que s'ils ne sont pas capables de faire ce saut pour se mettre du côté des travailleurs, qui sont les meilleurs patriotes et défenseurs des intérêts de la Bolivie, la tendance droitiste qui a engendré le nouveau gouvernement se donnera les moyens de les éliminer. Nous leur répétons en toute clarté que la Bolivie ne pourra se développer que si on élimine les facteurs capitalistes et de dépendance qui l'en empêchent, en avançant sur la voie socialiste. La démocratie socialiste est infiniment supérieure à n'importe quelle forme de la démocratie bourgeoise. Sous cette nouvelle démocratie égalitaire, sans exploités nationaux ni impérialistes étrangers, une puissante unité du peuple bolivien pourra devenir réalité.

Le 28 novembre 1978



Chine

Les masses font entendre leur voix

Politique intérieure, politique internationale, politique économique, place du parti unique et des organisations de masse dans la vie sociale, contestation de Mao, relations avec les USA, le tournant des dirigeants chinois est d'une envergure sans précédent. Mais les problèmes, les contradictions se multiplient et les dirigeants pourraient bien ne pas avoir carte blanche indéfiniment.

Livio MAITAN

● L'année qui vient de s'achever restera dans l'histoire de la Chine post-révolutionnaire comme l'année où le cours nouveau s'est précisé à l'intérieur et où le tournant dans la politique internationale esquissé depuis 1970 a trouvé son aboutissement logique. Le simple rappel des principaux événements est suffisant à en faire ressortir l'importance.

En février-mars, après un Plénum du Comité central, s'est tenue la Ve Assemblée nationale populaire qui, entre autres, a adopté une nouvelle constitution. En même temps, la Conférence consultative politique, conçue comme un instrument d'une politique de « front uni » avec les organisations et « partis » différents, allant jusqu'à inclure des survivants de la soi-disant bourgeoisie nationale, a fait sa réapparition. Quelques mois plus tard, le redressement dans l'armée a été complété par la tenue d'une Conférence sur le travail politique dans l'armée, où les trois principaux représentants du nouveau groupe dirigeant ont prononcé des discours. En septembre-octobre, on a assisté à la relance des organisations de masse par les trois congrès de la Fédération nationale des femmes, de la Ligue des jeunes communistes et de la Fédération des syndicats. Le Comité national de la fédéra-

tion des hommes de lettres et des artistes a ressurgi lui aussi de ses cendres, de même que les différentes associations qui le composent. Au mois de mars, une conférence sur la science avait aussi enregistré une participation active des principaux dirigeants. Quant à la politique internationale, la Chine a signé en février des accords commerciaux à long terme avec la CEE et le Japon; en août le traité de paix avec le Japon; en décembre les rapports politico-diplomatiques avec les Etats-Unis ont été définitivement normalisés. Finalement, entre le 18 et le 23 décembre, un important Plénum du Comité central du parti a été tenu. Le cours nouveau y a été précisé davantage; la Commission centrale de contrôle et de discipline, elle aussi disparue dans le gouffre de la Révolution culturelle, a été rétablie; le figure du Président Mao a été ramenée à des proportions plus modestes; les organismes de direction ont été replâtrés. Nous n'avons pas besoin de rappeler qu'au cours de cette année, une série de réhabilitations ont eu lieu. Les plus spectaculaires sont celles de l'ancien responsable militaire Lo Jui Ching, du maréchal Peng Te-huai et de l'ancien maire de Pékin, Peng Chen. La réhabilitation de celui-ci fut précédée par la chute de son successeur Wu-Teh, considéré comme l'un des

responsables de la répression des grandes manifestations d'avril 1976, exaltées maintenant comme un « événement révolutionnaire ».

Tous les congrès et toutes les réunions que nous venons de mentionner ont été l'occasion de confirmer et de diffuser le cours nouveau, à savoir : réaffirmer avec force la nécessité de respecter les « lois économiques objectives », de stimuler la croissance des forces productives, d'accroître la productivité du travail et d'en améliorer l'organisation, de promouvoir les stimulants matériels, d'assimiler et d'appliquer la science et la technologie la plus avancée, etc. Sur le plan politique, les discours des dirigeants et les éditoriaux des organes centraux ont combiné le motif de la « normalisation », du retour « à un grand ordre à travers le pays », à des proclamations démagogiques sur la démocratie rétablie et d'ouvertures libéralisantes, notamment dans le domaine scientifique. La formule qui synthétise tout, est - comme l'on sait - celle des quatre modernisations (de l'agriculture, de l'industrie, des forces armées, de la science et de la technologie). Comme *Inprecor* l'a expliqué dans un article de son numéro économique, le couronnement de toute cette orientation a été la décision d'abandonner la politique

dite d'autosuffisance et de miser sur un engagement à fond sur le marché mondial. Cette décision reflète d'ailleurs le choix fondamental que la bureaucratie chinoise avait déjà fait à partir du commencement des années 1970. Lorsque la direction de l'impérialisme américain, à la suite de sa défaite au Vietnam, décida de reconnaître la réalité de la République populaire de Chine et d'établir avec elle un *modus vivendi*, une collaboration dans le cadre d'une « coexistence pacifique », Pékin accepta l'avance sur l'heure : Nixon fut reçu en Chine, alors que les avions impérialistes bombardaient les pays indochinois avec une sauvagerie sans précédent. Aujourd'hui, les rapports de la Chine avec les Etats-Unis - de même qu'avec les autres pays impérialistes - se sont développés énormément sur tous les terrains. Officiellement, la théorie des trois mondes qui postule la lutte contre les deux super-puissances reste en vigueur; mais en pratique, elle a été vidée de son contenu dans la mesure où la collaboration avec l'impérialisme américain est devenu de plus en plus ample, alors que l'URSS est présentée comme « l'ennemi principal », vers lequel seuls de « nouveaux Munichois » peuvent envisager une politique de détente.

La question se pose de savoir quelle est, face à ces développements internes et internationaux, l'attitude des masses chinoises. On ne saurait naturellement juger de loin, en se basant sur des reportages plus ou moins impressionnistes ou sur les compte-rendus stéréotypés de la presse officielle. Mais il est possible d'avancer quelques hypothèses et de saisir certains symptômes. Il n'y a pas de doute que la longue période de crise et de bouleversement a déterminé des aspirations à la détente, au relâchement des pressions, à une certaine normalisation. Il va de soi que ces aspirations ont un contenu différent au sein des couches de la bureaucratie ou au sein des masses. Toutefois, les masses aussi nourrissent des espoirs - des illusions - que quelque-chose chan-

ge avec le cours nouveau, avec les promesses de « démocratisation », etc. Le fait que, pour la première fois depuis une très longue période, à la fin de l'année passée, des augmentations de salaires aient été accordées et qu'une campagne de *dazibaos* ait été tolérée

ait été tolérée à grande échelle au cours des derniers mois, ne peut qu'alimenter davantage ces illusions. Le résultat concret pourrait être une attitude attentiste, avec un préjugé favorable pour les nouveaux dirigeants, pendant une certaine période au moins.

Mais il ne faut pas oublier que des secteurs assez larges des masses ont fait, au cours des quinze dernières années, des expériences multiples de mobilisations et de luttes et ont pu constater à plusieurs reprises que la lutte est payante. De surcroît, les exaltations des mobilisations d'avril 1976, que la presse officielle a publiées avec relief, sont objectivement un stimulant pour relancer de telles batailles, y compris contre le nouveau groupe dirigeant. Ce qui est encore plus important réside dans l'attitude beaucoup plus critique qui est désormais

répandue à l'égard de toutes les tendances et de toutes les personnalités de la bureaucratie : justement parce que des illusions ont été nourries dans le passé, notamment à l'époque de la Révolution culturelle, et que les déceptions ont été amères.

Nous ne savons pas s'il y a eu des grèves dans les entreprises chinoises ces derniers mois. Mais, à n'importe quel moment, des ouvriers qui ont déjà cessé leur travail dans le passé, y compris pendant des périodes prolongées, pour arracher des conquêtes partielles, pourront se lancer dans des grèves s'ils considèrent que les promesses ne sont pas maintenues ou que l'on veut piétiner leurs droits. D'ailleurs, des luttes ont déjà eu lieu effectivement au cours des dernières semaines dans le secteur extrêmement sensible des « jeunes instruits », à savoir des jeunes qui ont été envoyés à la campagne à la fin de leurs études ou avant la fin de leurs études (il s'agit d'une masse très considérable). Au Yunnan, 50 000 de ces jeunes ont organisé une longue grève en envoyant aussi une délégation à Pékin et en exigeant que le Comité central reconnaisse le bien fondé de





leurs revendications. Une manifestation de jeunes a eu lieu aussi à Shanghai le 12 décembre.

A Pékin, fin novembre, des milliers de personnes ont manifesté et participé à des discussions très animées devant des *dazibaos* particulièrement percutants. On peut imaginer que cette campagne de *dazibaos* a partiellement reflété les conflits du sommet qui l'aurait même inspirée. Mais il serait erroné de la réduire à une opération de manipulation. Des sujets trop brûlants pour la bureaucratie ont été évoqués - et même sous

des formes difficilement acceptables par elle - et l'initiative n'en saurait être attribuée à aucun gros bonnet.

Deux exemples : le premier concerne la critique de Mao, amorcée par le nouveau groupe dirigeant avec une très grande prudence et, par contre, beaucoup plus explicite dans certains *dazibaos*. « Posez-vous la question - disait l'un d'eux - : si Mao n'était pas d'accord, comment Lin Piao aurait-il acquis un tel pouvoir ? Posez-vous la question : le Président Mao ne savait-il pas que Chiang Ching trahissait ? Posez-vous la ques-

tion : si le Président Mao n'était pas d'accord, comment l'incident de Tien An-men aurait-il été caractérisé comme contre-révolutionnaire ? ».

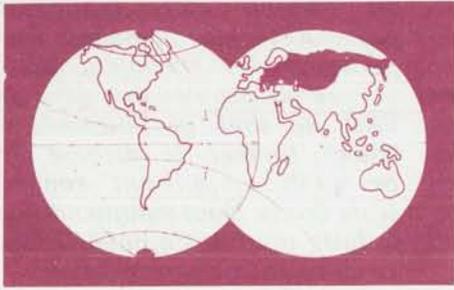
Le deuxième exemple est encore plus significatif. « Le système étatique de notre pays - lisait-on dans un autre *dazibao* affiché à Pékin à la mi-décembre - est pratiquement le même qu'en Union soviétique. Ce genre de système étatique est lui-même à l'origine de la naissance d'une bureaucratie et d'une couche privilégiée. Si nous ne procédons pas à une réforme radicale de ce système et si nous pensons qu'avec ce système nous pourrions réaliser les quatre modernisations, on finira par abandonner celles-ci à mi-chemin, ou encore on réalisera une modernisation à la soviétique : enrichissement de l'Etat et appauvrissement du peuple... Les dirigeants doivent être élus et révocables, à l'exemple de la Commune de Paris, et aucun fonctionnaire ne devra toucher un salaire supérieur à celui d'un simple ouvrier. Ainsi tous les privilèges et tous les frais des bureaux des mandarins disparaîtront ainsi que les mandarins eux-mêmes... »

De telles affirmations démontrent que les confrontations et les mobilisations passées ont stimulé des prises de conscience sur des problèmes cruciaux. En dernière analyse, des revendications sont avancées qui comportent non seulement une lutte pour les droits démocratiques des masses, mais aussi une lutte à dynamique anti-bureaucratique.

Les bureaucrates ont semé du vent. Il y a beaucoup de chances qu'ils récoltent des tempêtes.

3 janvier 1979





Pologne

Le combat de l'opposition

Après les luttes ouvrières de 1970 et 1976 qui ne furent pas sans suite, voilà les paysans polonais qui entrent en lice. L'opposition polonaise voit donc ses marges de manœuvre élargies. Elle apprécie ici le cadre général de son action.

Nous reproduisons ci-dessous l'interview du camarade M., militant très engagé dans la lutte pour les droits démocratiques en Pologne. Ses propos n'engagent, certes, que lui-même, même s'ils nous semblent représentatifs de l'aile politique la plus radicale de l'opposition polonaise. A l'«argument» des chars soviétiques - qui reste suspendu comme une épée de Damoclès sur la tête de tous ceux qui voudraient modifier un tant soit peu l'ordre des choses dans les Etats ouvriers bureaucratisés d'Europe de l'Est - M. ne répond pas par des bons conseils adressés à des bureaucrates susceptibles de (s'auto) réformer : il affirme qu'il s'agit d'établir un rapport de forces à l'échelle tant nationale qu'internationale, seul capable de rendre aussi coûteuse que possible toute éventuelle opération militaire décidée par la direction soviétique.

Les luttes paysannes auxquelles il est fait référence ici ont culminé, en juillet 1978, dans la région de Lublin avec la mise sur pied d'un comité d'autodéfense des paysans animé par une quinzaine de militants dont les noms ont été largement publiés. Ces luttes avaient été occasionnées par un projet de loi élaboré par le gouvernement qui prévoyait d'une part la retraite pour les paysans - qui n'y avaient pas droit - mais qui était compris comme le risque de voir les terres saisies, alors que l'agriculture polonaise, rappelons le, n'est pas collectivisée.

Deux ans après les grèves ouvrières de 1976, les paysans polonais apparaissent sur la scène politique. Comment expliques-tu, du point de vue politique, la relation entre ces deux dates, et quelles sont les implications des manifestations paysannes ?

En 1976, les ouvriers polonais se sont unis autour d'une question : freiner la hausse des prix. Aujourd'hui, les paysans ont comme ligne de mire un problème qui les unifie : la défense de la terre. Comme pour les paysans d'Amérique latine et des pays dépendants du tiers-monde, le mot d'ordre le plus

populaire dans la campagne polonaise est : la terre à ceux qui la travaillent ! Néanmoins, bien que le régime ait partiellement reculé sur les mesures concernant la retraite, le problème des campagnes polonaises n'a fait que commencer à être posé.

D'autre part, par rapport à l'ensemble de la société, la situation sociale des paysans, qui sont des producteurs indépendants, les place dans de meilleures conditions que les ouvriers de notre pays pour s'exprimer comme secteur de façon autonome. Au contraire, les ouvriers sont plus contrôlés par l'Etat sur leurs lieux de travail, séparés des autres travailleurs, y compris ceux de leur

propre usine, et du reste de la population, même sur leurs lieux d'habitation. La seule vie sociale qu'ils puissent avoir est réduite au minimum, c'est-à-dire au noyau familial.

Ce problème n'existe pas dans la campagne polonaise, comme le montrent les différentes manifestations qui ont eu lieu dans les derniers mois (d'une envergure jamais vue) et les organisations autonomes que les paysans ont créées et qui vont jusqu'à prendre des formes fédératives dans plusieurs régions. Tout cela nous montre que, dans la période actuelle, l'organisation des paysans est plus facile. Mais cela ne veut absolument pas dire que la dynamique sociale se soit déplacée des villes à la campagne ou que les ouvriers aient perdu l'initiative dans l'ensemble de la société. Les innombrables grèves ouvrières qui éclatent chaque jour dans le pays, la construction et le renforcement de syndicats indépendants (il y en a deux dans la seule ville de Katowicze), la circulation croissante de publications entre les ouvriers (voir les chiffres plus loin), etc., nous prouvent le contraire. A l'intérieur même de la lutte des paysans, diverses preuves de solidarité de la part des ouvriers se sont déjà manifestées (parmi les plus importantes, on compte la déclaration de soutien qui a été signée par les deux syndicats libres de Katowicze). Les travailleurs polonais considèrent que la lutte

pour les droits des paysans est parfaitement logique et juste, ce qui ne veut pas dire que les ouvriers soient en condition de se mobiliser immédiatement pour eux. Mais la bureaucratie ne se trouve pas non plus dans une situation telle qu'elle puisse envisager même la possibilité d'opposer la population travailleuse des villes aux paysans pour freiner leurs luttes.

Tu es un des nombreux militants de l'opposition à être croyant. Explique-nous le rôle de l'Eglise dans la période actuelle.

En premier lieu, il faut considérer deux facteurs historiques qui caractérisent la situation de l'Eglise polonaise :

- 1) D'une façon générale, l'attitude de l'Eglise depuis 200 ans, telle que l'ont vue les Polonais, quelle que soit leur religion, a été de se maintenir comme la seule institution qui a défendu de façon permanente la conscience nationale et l'indépendance politique du peuple polonais.
- 2) Après la dernière guerre, toutes les autres institutions sociales indépendantes, ou bien ont été progressivement réduites à néant, ou bien ont été incorporées comme appareils au service de la politique du régime. Une seule a fait exception : l'Eglise.

Ces deux points expliquent le rôle actuel de l'Eglise en Pologne. Pour la population, et encore plus actuellement, l'Eglise est la seule institution à avoir une autorité morale et une structure indépendante de l'Etat, ce qui la rend capable de se forger aussi une conscience sociale libre et indépendante. Le rôle intransigeant qu'a joué l'Eglise pour la défense des droits de l'homme en Pologne est la raison pour laquelle, dans la pratique, les tâches et les problèmes fondamentaux de l'opposition et de l'Eglise coïncident. Mais il serait erroné d'en conclure que l'Eglise peut remplir les fonctions des organisations politiques. L'op-

position, me semble-t-il, accomplit des tâches politiques. L'Eglise n'en a pas.

Dix ans après l'invasion armée de la Tchécoslovaquie, quels sont les risques que cela se reproduise en Pologne, et comment ce fait conditionne-t-il l'activité de l'opposition ?

Il semblerait que vu les circonstances extérieures actuelles (principalement la baisse du prestige du régime soviétique en Occident et le phénomène de l'eurocommunisme), et en raison de facteurs intérieurs (la radicalisation plus grande des luttes de secteurs chaque fois plus larges de notre population et le renforcement propre de l'opposition), l'intervention soviétique en Pologne soit moins possible. D'autre part, le régime de l'URSS a perdu l'initiative au niveau mondial au cours des dernières années. A la suite des premières campagnes pour les droits de l'homme, la capacité d'initiative idéologique de l'URSS s'est détériorée davantage. On peut constater le fait que dans les années 50, les sociétés occidentales ne savaient plus que faire, face aux initiatives, aux revendications et aux proclamations qui se développaient dans le monde, dans la tradition de la révolution de 1917, et que nos régimes disaient «représenter». Aujourd'hui ce sont les régimes occidentaux qui prennent l'initiative pour la «défense» des droits démocratiques foulés aux pieds dans les pays dits «socialistes». Mais, il y a quelque chose de plus. Un problème qui, selon moi, a commencé il y a un an à avoir une grande signification : le processus d'accords entre la Chine et les autres pays occidentaux, en particulier le Japon. Ici est mise en question la puissance de l'influence de l'URSS dans une zone importante du monde. Ceci introduit la possibilité que dans l'avenir proche les soviétiques se voient obligés d'introduire des changements dans leurs relations avec les pays d'Europe orientale et centrale, s'ils ne veulent pas voir s'aggraver les tensions avec ces pays. De toutes manières, une chose paraît sûre, c'est que

les Chinois n'abandonneront pas, dans l'avenir immédiat, leur politique internationale actuelle, et que les peuples des pays de l'Est ne sont pas disposés à laisser tomber la défense de ce qu'ils considèrent comme leurs droits. Nous maintiendrons la lutte pour notre indépendance au moins au niveau actuel.

En conséquence, chaque minute qui passe rend plus difficile l'intervention militaire soviétique et, au contraire, fait savoir à l'URSS qu'une autre action de ce type aurait des résultats extrêmement douloureux et lourds de conséquences pour elle. Néanmoins, il y a en Pologne des gens qui pensent qu'une telle intervention est inévitable. On pourrait dire que la peur de voir à n'importe quel moment les armées russes sur notre territoire est, dans un certain sens, un réflexe conditionné dans la mentalité des Polonais, habitués comme ils sont à voir se succéder intervention russe sur intervention russe depuis plus de deux siècles, plus ou moins à chaque nouvelle génération. Les raisons n'ont jamais été importantes. Il suffisait que n'importe quel secteur de la population s'organise pour changer le statu quo dans n'importe quelle direction, progresse ou conserve.

Cela pose à l'opposition de ce pays le problème principal, ou, au moins, le problème qui actuellement motive le plus de discussions entre nous, à savoir : de quelle façon devons-nous synchroniser nos luttes à l'intérieur du pays avec les conditions internationales, pour réussir à empêcher une intervention armée de l'URSS. Il faut dire qu'il n'y a pas en Europe occidentale de compréhension réellement objective de cette question.

Je ne nie pas qu'il existe des groupes parmi les Polonais qui déterminent tout leur comportement en fonction d'une intervention et qui ont comme projet de s'intégrer au régime actuel pour faire évoluer de l'intérieur la situation politique, économique et sociale, de façon à éviter l'intervention de «nos amis» les

soviétiques. Mais pour d'autres secteurs, parmi lesquels je me trouve, il s'agit de tenir compte du fait que, non seulement c'est une idée fixe dans la mentalité des Polonais et que, pour des raisons tactiques, il faut briser cette frayeur des gens (1), mais aussi que, effectivement, je le répète, l'invasion armée soviétique n'est pas inévitable. Par conséquent, quand nous proposons une action, nous tenons compte du fait que les Polonais la soutiendront massivement s'ils s'aperçoivent que non seulement cette mesure répond à leurs besoins, mais aussi qu'elle ne va pas provoquer d'intervention. Et cela ne signifie pas que nous devions nous limiter à une série d'activités de résistance, sans offensive, ou à un projet de collaboration avec le régime actuel.

Quel est alors le projet que les groupes d'opposition auxquels tu appartiens proposent aux masses ?

En premier lieu, je vais t'expliquer une question qui semble beaucoup préoccuper la gauche en France et en Europe occidentale à notre propos. Il s'agit de savoir si nous proposons au «mouvement de masses» une politique qui s'oriente vers la prise du pouvoir politique dans les conditions actuelles. Je dois dire de façon emphatique que c'est un problème qui actuellement n'intéresse pas l'opposition. Cela n'a pas de sens de poser la question du pouvoir politique alors que n'est même pas créée l'infrastructure sociale qu'il y avait en Pologne avant que le régime actuel ne la détruise. Et quand je parle d'infrastructure sociale, je veux dire l'établissement de toutes les formes d'association de la population indépendantes de l'Etat, c'est-à-dire que l'intervention de l'Etat ne soit pas totalitaire et que toutes les relations sociales ne soient pas institutionnalisées. Notre projet actuel de créer ces infrastructures signifie entre autres : liberté d'opinion et d'organisation; syndicats et universités libres de «leur» contrôle et ayant les moyens matériels de fonctionner; des mass-media

différents de ceux où, comme actuellement, seuls peuvent s'exprimer des secteurs très réduits de la population et non les groupes les plus larges. Il existe actuellement 25 journaux non censurés avec un tirage mensuel de 100 000 exemplaires (et celui dont le tirage est le plus important est Robotnik - avec une vieille tradition en Pologne - qui est l'organe du Parti socialiste, qui s'est formé à la fin du XIXe siècle). Mais face à cela, seul l'organe officiel de «leur» parti, le Parti ouvrier unifié polonais, Trybuna Ludu, a un tirage quotidien d'un million d'exemplaires. Ce chiffre montre de façon éloquente tout ce qui reste à faire dans le domaine de la libre expression.

De plus, nous luttons pour créer des mécanismes démocratiques qui soient aux mains des citoyens pour contrôler la vie sociale, des organismes comme le Bureau d'intervention du KOR, qui intervient dans chaque cas où l'Etat enfreint la loi envers un citoyen. En effet, depuis ces dernières années, il y a dans notre pays deux grandes catégories de problèmes de la vie sociale : premièrement, les problèmes et contradictions dus aux conflits entre l'Etat en tant que principal employeur et les travailleurs; deuxièmement, la persécution de l'Etat contre les militants politiques et sociaux. Dans chaque cas le KOR fait connaître le problème par tous les moyens à sa portée, provoque la solidarité et octroie toute l'aide matérielle possible. Je peux mentionner deux types d'exemples de notre intervention en ce sens.

Il y a peu de temps, un militant des syndicats libres de Katowicze a été incarcéré : il avait été suivi et agressé à la sortie d'une église et... on l'a ensuite jugé et condamné pour avoir outragé les autorités ! Dans ce cas, l'intervention a été l'octroi d'une aide judiciaire, l'information du public, l'aide à la famille et la mobilisation de l'opinion publique.

Un autre exemple : ces jours-ci, M. Rozwens, vice-percepteur général de la nation,

en état d'ébriété, poursuivant furieusement un chien, a tué le fils du garde forestier d'une zone de chasse. Dès le début, le Bureau d'intervention s'est mobilisé et a fait connaître le cas qui autrement aurait été étouffé par «eux». Le résultat en a été que cet individu a été destitué de sa fonction, qu'on l'a jugé et qu'on lui a appliqué la loi.

Ces deux cas montrent le type d'activités que nous mettons actuellement en avant et qui devraient se généraliser largement de façon à devenir une pratique quotidienne de contrôle de toute la société. Nous envisageons ensuite d'attaquer le problème du gaspillage dans l'administration publique et des erreurs de gestion, et ce sera un des points qui causera le plus d'émotion en Pologne.

Si je suis entré dans les détails, c'est pour que tu comprennes bien ce que nous entendons par créer une infrastructure sociale. Si tu préfères, on pourrait dire, en d'autres termes, que l'objectif fondamental de l'opposition, dans la période actuelle, est de reconstruire la possibilité et l'aptitude de la société polonaise à s'auto-organiser.

Dans quelle mesure toutes ces activités de l'opposition vont-elles poser le problème du pouvoir politique en Pologne ?

Lentement et en tenant compte des conditions, je crois que nous commencerons à préparer la lutte pour des élections libres... peut-être plus rapidement qu'on peut l'imaginer.

Dans un proche avenir, ne vois-tu pas la nécessité d'un parti qui centralise et coordonne les interventions directes des travailleurs ?

Il est certain que ce qui est fait actuellement est de créer les conditions pour que les gens s'organisent et puissent ensuite s'exprimer non dans un parti mais dans plusieurs partis. Mais nous avons déjà

quelques précédents qui me conduisent à affirmer qu'une ou plusieurs organisations sous forme de parti dans l'opposition, non seulement ne sont pas indispensables, mais de plus contribueraient à nous diviser et à nous faire perdre la confiance de la population dans les possibilités réelles d'une opposition au régime actuel. Les expériences en cette matière dans les dix dernières années nous montrent que plus nous nous différencions sur les questions de fonctionnement sous forme de partis, plus nous nous affaiblissons et nous nous isolons groupe par groupe, offrant au régime les occasions opportunes de nous liquider sans grandes difficultés. Je suis convaincu que nous ne parlerons pas de parti tant que nous ne pourrons pas compter sur une opposition forte dans le pays. En ce qui concerne l'organisation politique des travailleurs polonais et une nouvelle direction, cela ne pourra être envisagé qu'à condition de créer d'abord l'infrastructure sociale qui socialise les ouvriers et les mette en action en tant que force

motrice de notre société, par une presse et des organisations syndicales appropriées.

Une certaine presse occidentale insinue que le régime serait disposé à des accords avec une partie de l'opposition. Que peux-tu nous dire sur l'ensemble de la politique de la bureaucratie en ce sens ?

Il faut dire que les dernières réactions du régime face au mouvement ouvrier et paysan, en particulier face aux syndicats libres et au Comité des paysans, montrent que chaque fois qu'«ils» se sentent forts et voient un danger, ils préfèrent la répression. Il est difficile de s'imaginer qu'une quelconque normalisation puisse avoir lieu si la répression augmente. Et il ne s'agit pas seulement de la fin des persécutions contre les personnes. Le principal est que la politique de l'Etat n'a pas subi de changement. Les autorités continuent d'arracher la terre aux paysans et maintiennent leur politique de salaires et de prix contre les intérêts des couches les plus pauvres de la popula-

tion. On connaît déjà les effets des mesures sur la viande : ils ont créé ce qu'on appelle les boutiques commerciales avec des prix qui vont jusqu'au triple des prix réguliers... avec la différence qu'on peut y acheter de la viande alors qu'on ne peut pas en trouver dans les boutiques normales !

D'autre part, les autorités continuent leur politique de transformation du système éducatif, le convertissant de plus en plus en officine de propagande du régime actuel. Ce système est organisé de façon à ce que l'acceptation inconditionnelle de la politique des dirigeants devient chaque jour davantage la condition d'entrée dans les écoles et les universités. Cette réforme, appliquée clairement depuis six mois, ne fait rien d'autre que suivre le mauvais modèle soviétique.

NOTE

1) Le régime (ou «eux» comme les appelle la sagesse populaire) a su, dans les moments cruciaux, se servir de cette peur pour nous rendre la population hostile, en expliquant que telle ou telle action proposée par l'opposition entraînait le danger de précipiter l'invasion.



Femmes

La législation néo-zélandaise sur l'avortement

Brigid MULRENNAN

Nous publions ici un article sur le développement de la campagne pour la liberté de l'avortement en Nouvelle-Zélande. Il a été écrit avant les élections de novembre 1978 où le Parti travailliste, bien qu'ayant obtenu la majorité des voix, n'obtient qu'une minorité de sièges au Parlement en raison du caractère anti-démocratique du système électoral. Plus que jamais, une campagne de solidarité avec les femmes de Nouvelle-Zélande est nécessaire.

En décembre dernier, le Parlement néo-zélandais a voté l'une des lois sur l'avortement

les plus restrictives du monde : la loi sur la contraception, la stérilisation et l'avortement.

C'est un changement marquant depuis 1893, année où la Nouvelle Zélande a été le premier pays au monde à donner aux femmes le droit de vote.

La législation sur l'avortement a suivi trois années de campagne des mouvements contre l'avortement, menée afin de revenir sur les avantages obtenus par les femmes à la suite d'une

libéralisation *de facto* de l'avortement. En 1975, une clinique pratiquant l'avortement a été ouverte à Auckland en raison d'une clause de la loi qui précisait qu'un avortement pouvait être pratiqué si la santé physique ou mentale de la mère était en danger. La nouvelle loi a supprimé cette clause et a obligé la clinique à fermer.

La nature de la nouvelle loi est révélée dans son titre : c'est «une loi... pour définir les circonstances et les procédures à l'intérieur desquelles l'avortement peut être autorisé après avoir pleinement tenu compte des droits de l'enfant à naître» (c'est nous qui soulignons). L'avortement n'est maintenant pratiqué légalement que dans un nombre restreint de cas qui sont : en cas d'inceste; si la femme est considérée comme «débile mentale»; si la poursuite de la grossesse représente un grave danger pour la vie ou la santé mentale ou physique de la femme.

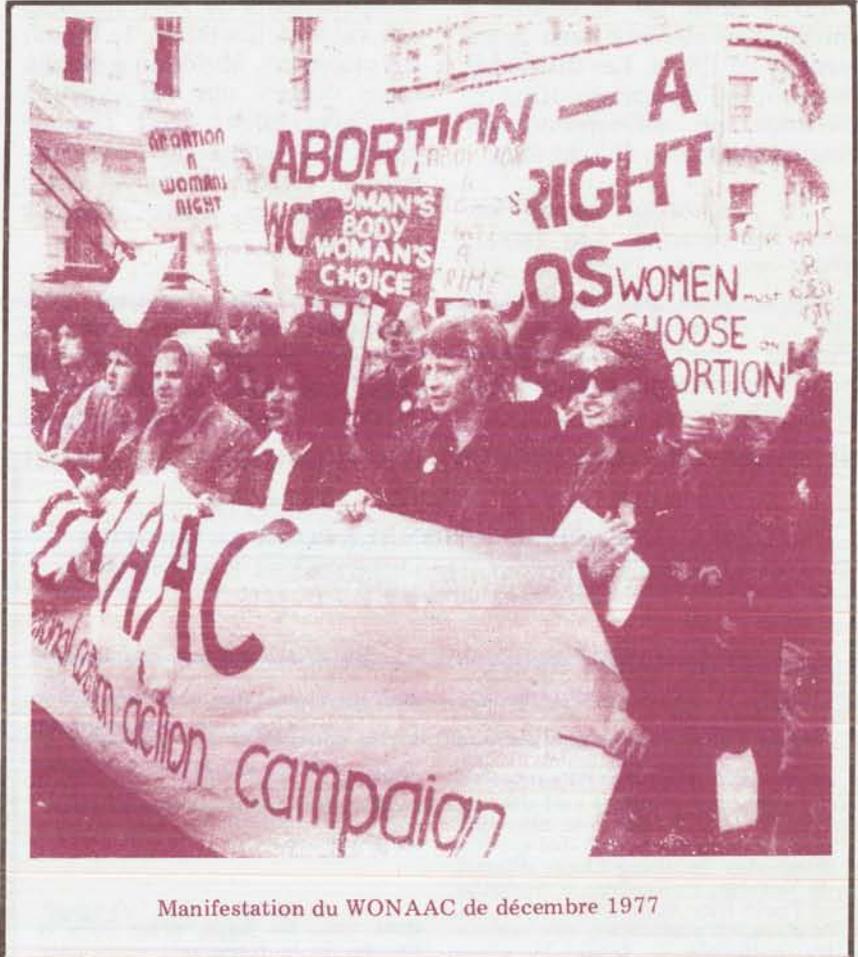
Deux autres circonstances peuvent être «prises en considération» mais ne sont pas des raisons par elles-mêmes : s'il y a des raisons valables de croire que la grossesse est la conséquence d'un viol ou si la femme est près du début ou de la fin de la période normale de procréation.

Si la femme qui veut avorter pense qu'elle se trouve dans un ou plusieurs de ces cas, l'épreuve ne fait que commencer. Elle doit alors faire face à une série d'obstacles en cherchant à obtenir l'accord de quatre médecins : d'abord son propre médecin, puis deux médecins désignés par un corps gouvernemental et enfin le chirurgien. Si elle échoue, elle est confrontée à trois autres possibilités : mettre l'enfant au monde, rechercher les services d'un avorteur ou faire un voyage onéreux en Australie (2400 miles aller et retour), où une situation plus libérale existe. Des milliers de Néo-zélandaises ont été obligées de recourir à cette dernière solution ces onze derniers mois.

Immédiatement après que le projet de loi a été voté, une organisation appelée *Sisters Overseas Service* (SOS) s'est créée pour aider les femmes à avorter en Australie. Pour la seule ville d'Auckland, plus de 1300 femmes ont eu recours à ce service et des centaines d'autres ont fait le voyage par leurs propres moyens.

blement à Auckland, organisés par le *Women's National Abortion Action Campaign* (WONAAC). Ce mouvement a été suivi le 8 mars par une manifestation d'une ampleur similaire à Wellington.

A ce moment-là, une pétition demandant l'abrogation de la loi fut lancée sous le par-



Manifestation du WONAAC de décembre 1977

Cette législation sur l'avortement a ouvert les yeux à beaucoup de gens quant à la manière anti-démocratique avec laquelle les lois sont faites, et quant à la détermination de la classe dominante à marquer des points contre la radicalisation croissante des femmes. La population néo-zélandaise a montré par des sondages d'opinion, des pétitions et des actions publiques que la grande majorité est en opposition totale avec cette loi.

Pendant les jours du vote de la loi, 1000 personnes ont fait une marche et tenu un rassem-

blage d'un certain nombre de Néo-zélandais connus, et en l'espace de quelques mois elle a recueilli 330 000 signatures - plus de 10% de la population totale. Mais le Parlement décida d'ignorer la pétition et de n'y donner aucune suite.

Le mécontentement général ressenti par les gens au sujet de cette indifférence totale envers l'opinion publique s'est traduit par une manifestation de plus de 1500 personnes à Auckland peu de temps après, le 15 septembre.

Le ressentiment général contre la loi restrictive s'est aussi manifesté à la conférence

du Parti travailliste au début de l'année. De même que le Parti national qui est au pouvoir, les dirigeants du Parti travailliste au Parlement sont fondamentalement contre l'avortement, et recommandent à leurs membres de voter sur ce sujet selon leur «conscience». Mais la conférence du Parti travailliste a pris à parti ses dirigeants et a voté en nombre écrasant pour le droit de la femme à choisir l'avortement sans intervention de l'Etat. Les dirigeants ont proposé comme solution de rechange un référendum sur l'avortement, s'ils étaient élus.

La proposition de référendum fut retenue. Les travaillistes ont incluí l'idée de référendum, mais pas la position sur «le droit de la femme à choisir», dans leur manifeste pour l'élection générale qui doit se tenir le 25 novembre.

Au long des mois qui ont précédé cette élection, il est devenu clair qu'avec les questions d'économie et de chômage, l'avortement est un sujet très important dans l'esprit des électeurs. Mais le Premier ministre Robert Muldoon, qui est un des leaders du mouvement contre l'avortement, a prétendu que le public «en a assez du problème». Et pour alarmer les sympathisants du Parti national qui veulent libéraliser la loi sur l'avortement, Muldoon a récemment déclaré que «la question de l'avortement était tombée entre les mains de l'extrême-gauche, particulièrement entre celles de la Ligue d'action socialiste».

Si la Ligue (section néo-zélandaise de la IVe Internationale) a été profondément impliquée dans le mouvement pour le droit à l'avortement

depuis le début des années 1970, cette campagne a bien plus d'importance que cela, car y participent des syndicats, des groupes religieux, d'autres partis politiques et des membres importants du Parti travailliste et du Parti national.

La plupart des sympathisants du mouvement pour le droit à l'avortement attendent maintenant le résultat des élections. Mais ils sont déjà extrêmement mécontents que leurs revendications aient été ignorées. Il y aura une réaction importante si le nouveau Parlement élu ne semble pas vouloir libéraliser la loi sur l'avortement.

Novembre 1978

UNE NOUVELLE COORDINATION POUR LA CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT (CIDA) S'EST TENUE A PARIS LE 9 DECEMBRE DERNIER

Déléguées ou observatrices, il y avait là des femmes d'Espagne, d'Italie, de Belgique, d'Allemagne, de France, de Suisse et de nombreuses militantes des groupes femmes latino-américains existant dans divers pays européens. D'autre part, de nouveaux contacts ont été pris avec la CIDA depuis la coordination de septembre par des groupes féministes de Hong-Kong, d'Israël, de Norvège, du Québec, d'Australie, de Porto Rico et de Colombie. Dans ce pays, en particulier, une rencontre nationale se tenait le même jour pour lancer une campagne sur l'avortement-contraception, mais aussi la stérilisation forcée en liaison avec la campagne internationale.

Des manifestations sont prévues pour le 31 mars, date de la journée internationale d'action dans une série de villes au Québec et en Australie, ainsi que sur la côte est des Etats-Unis. En Hollande, 10000 personnes ont assisté le mois dernier à Amsterdam, au rallye organisé par le mouvement «Nous les femmes, nous voulons», en riposte à un projet de loi restrictif et interdisant désormais aux étrangères de venir avorter dans ce pays.

Quant aux camarades irlandaises qui ne pouvaient être présentes à cette réunion, elles sont engagées depuis quelques semaines dans une campagne active pour la liberté de la contraception en Irlande du Sud (aujourd'hui totalement illégale).

Du débat qui eut lieu l'après-midi sur le caractère de la campagne, il ressortit que la quasi-totalité des femmes présentes s'accordaient sur la nécessité d'une campagne de masse, portée par les mouvements féministes, mais s'adressant à l'ensemble des organisations politiques, syndicales, étudiantes susceptibles de la soutenir.

La campagne doit s'engager dans tous les pays, pour faire la preuve de la force que représente la mobilisation des femmes luttant pour avoir le droit de choisir. Des badges sont déjà imprimés en français et en anglais. L'affiche internationale le sera sous peu. L'appel circule... La prochaine coordination internationale qui se tiendra le 17 février fera le point sur les actions de solidarité (piquets, etc.) avec les féministes irlandaises prévues durant ce mois-là, ainsi que sur la préparation du 31 mars et avant cela du 8 mars.

Ce jour-là, c'est contre l'interdiction de l'avortement en Espagne et pour la libération de toutes les femmes qui restent emprisonnées dans ce pays pour avoir avorté que nous centrerons nos initiatives.

(Pour toute information sur la campagne, s'adresser à ICAR c/o NAC, 374 Grays Inn Road, London W.C. 1)

conférences sur la libération des femmes

Alexandra
Kollontai



Les Congrès de la IVe Internationale

Le volume 1 est paru

Ce premier tome regroupe les textes des conférences qui se sont tenues de 1930 à 1940, du vivant de Trotsky. Il est, de fait, très complémentaire des œuvres en cours de parution sous l'égide de l'Institut Léon Trotsky. Ce livre présente plusieurs documents devenus introuvables ou qui n'étaient accessibles que de façon éparpillée. On trouvera ci-dessous des extraits de la préface de Pierre Frank. Edition La Brèche, 99 rue de l'Ouest, 75014 Paris.

Ce livre paraît à l'occasion du quarantième anniversaire de la création de la IVe Internationale (1) et sera le premier d'une collection qui contiendra les documents adoptés par les congrès mondiaux et autres instances dirigeantes de cette organisation. Cette collection constituera donc un matériau essentiel pour qui voudra connaître et comprendre la IVe Internationale. Dans ce premier volume, on trouvera les documents adoptés dans les rencontres internationales du mouvement trotskyste avant le congrès de fondation de 1938 de la IVe Internationale, c'est-à-dire de la fondation du centre international en avril 1930 jusqu'au congrès de fondation de 1938 et à la conférence extraordinaire de mai 1940.

Le mouvement trotskyste, la IVe Internationale, a longtemps été numériquement faible et d'une audience limitée. Aussi ne manquait-il pas de gens pour ne voir, dans ses positions et dans ses activités, que l'expression des nostalgiques des premières années de la révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste. Certains de ces anti-trotskyistes ne voyaient même en eux que les défenseurs d'un passé dont le mouvement ouvrier aurait peu de choses à retenir ou plutôt beaucoup sinon tout à rejeter. De ces derniers il faut cependant dire à leur actif qu'ils identifiaient léninisme et trots-

kysme - deux termes arbitrairement et quasi simultanément créés, lors de la mort de Lénine, par les adversaires de Trotsky quand ils s'engagèrent *volens volens* dans le processus de dégénérescence de la révolution russe. Aujourd'hui de plus en plus nombreux sont ceux qui, face à la progression désormais incontestable de la IVe Internationale, étudient avec intérêt non seulement les œuvres de Trotsky, mais aussi la vie et les activités de la IVe Internationale et de ses sections. C'est à cela que répond la publication de la présente collection.

Nous ne dresserons pas ici un tableau détaillé de la situation actuelle de la IVe Internationale. De manière générale, depuis mai 1968, elle n'a cessé de progresser sur tous les continents. Elle possède des sections et des organisations affiliées ou sympathisantes dans une soixantaine de pays; plusieurs d'entre elles ont des effectifs variant de un à quelques milliers de membres. Parallèlement à son expansion numérique, grandit son enracinement dans la classe ouvrière. De cette situation donnons une preuve indirecte, mais qui n'en est pas moins significative. A l'antitrotskyisme des contempteurs du bolchevisme fait pendant celui, fort intense, des usurpateurs du bolchevisme dans le monde. La IVe Internationale reste toujours la bête noire des staliniens et des post-staliniens, depuis les partis

communistes encore strictement attachés au Kremlin jusqu'à ceux qui, comme le parti chinois, dénoncent «l'impérialisme soviétique». Bien qu'il n'y ait pas encore de trotskystes organisés en Union soviétique, il existe auprès du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) une section affectée au trotskysme qui a fait publier, au cours des dix dernières années, outre de nombreux articles et brochures, une trentaine d'ouvrages consacrés au trotskysme et spécifiquement à la IVe Internationale. Personne ne peut penser que Brejnev et les siens sont intéressés, ce faisant, à des débats théoriques ou historiques ni que leur antitrotskyisme soit aujourd'hui le produit d'un quelconque dérangement psychique. Les hommes du Kremlin sont très conscients de ce qui menace réellement leur pouvoir absolu et leurs privilèges; leur acharnement contre la IVe Internationale s'explique par leur crainte que le mécontentement grandissant en Union soviétique contre leur pouvoir bureaucratique rencontre la pensée trotskyste, qu'elle ait la forme de l'histoire passée ou celle de l'organisation mondiale qui, aujourd'hui, incarne cette pensée.

Dans le premier volume de cette collection, on voudra bien nous permettre de consacrer d'abord quelques pages de l'introduction au problème général des conditions qui ont présidé à la vie de la IVe Internationale et à celui des perspectives et des conditions présentes, avant d'ajouter quelques remarques sur les textes contenus dans cet ouvrage...

...Malgré toutes les difficultés présentes, il n'y a aucune raison de douter que

l'idée de l'Internationale se fraiera elle aussi son chemin et que le mouvement ouvrier aura son Internationale révolutionnaire de masse. La marche au socialisme a pris une voie tout à fait inattendue : après une première victoire fulgurante en octobre 1917, il y a eu une succession de défaites très lourdes, presque une descente dans l'abîme, que suit à présent une remontée bien lente qui a commencé par la périphérie du monde capitaliste. Mais, malgré le poids très grand des bureaucraties ouvrières, des victoires sur le capitalisme ont déjà été remportées. Nous ne sommes pas des «objectivistes»; l'histoire, depuis 1914, a montré toute l'importance du facteur subjectif; mais, ce dernier ne peut pas se développer en l'absence de données objectives. Alors que l'histoire du mouvement ouvrier témoigne de tant de réalisations, alors que la classe ouvrière était encore une faible fraction de l'humanité, comment penser que cette classe, devenue la force sociale la plus nombreuse, ne soit plus capable de remplir cette mission historique que Marx a définie ? Comment le penser en présence de luttes incessantes sur tous les continents qui font de notre époque la plus révolutionnaire que le genre humain ait jamais traversée ? Ne voit-on pas à présent, dans cette Europe où les forces productives sont si denses qu'elles se sont par deux fois heurtées aux frontières nationales, une montée révolutionnaire se poursuivre, avec des hauts et des bas, depuis bientôt dix ans sans qu'on aperçoive qu'elle ait été brisée ou qu'elle reflue ? Ne voit-on pas également jusqu'en Union soviétique les manifestations anti-bureaucratiques se renouveler et s'amplifier en dépit d'une répression brutale ?

Des conditions objectives énormément complexes, des tâches incomparablement plus nombreuses, des obstacles au sein du mouvement ouvrier beaucoup plus grands que par

le passé, telles sont les causes qui expliquent le lent développement de la IVe Internationale depuis la mort politique de l'IC en tant qu'organisation révolutionnaire en 1933. Mais ces difficultés ne signifient pas du tout que Trotsky et ceux qui se sont joints à lui sous le drapeau de la IVe Internationale aient entrepris une tâche illusoire ou utopique. S'il en était ainsi, la IVe Internationale aurait disparu depuis longtemps. (.../...)

La force de la IVe Internationale pendant ces longues années a consisté précisément dans le fait qu'elle se considérait et agissait, à la mesure des faibles forces dont elle disposait, comme ce parti mondial aspirant à devenir une internationale de masse.

Par quelles voies la IVe Internationale d'aujourd'hui deviendra-t-elle l'organisation internationale révolutionnaire de demain ? Nul ne peut encore le dire : l'histoire emprunte maintes fois des voies tortueuses et ne connaît guère de chemins de traverse. Le révolutionnaire doit nécessairement partir des conditions qui lui sont données, c'est-à-dire de la IVe Internationale d'aujourd'hui, et faire preuve de beaucoup d'obstination. Toutefois, nous devons ajouter que la situation mondiale actuelle permet de penser qu'en dépit des disproportions qui existent aujourd'hui et des énormes obstacles qui encombreront le chemin la réalisation de ce passage à une organisation de masse n'est peut-être pas aussi lointaine que cela peut paraître. Il pourrait en être ainsi non seulement en raison des conditions favorables déjà mentionnées (montée révolutionnaire à l'échelle mondiale; perte d'autorité considérable des vieilles directions, particulièrement des directions des partis communistes), mais aussi parce que l'histoire ne procède pas par développements graduels, mais par bonds par lesquels elle rattrape le temps perdu. Ce faisant, elle a des ruses et, le moment venu, peut sur-

gir de là où on l'attend parfois le moins. C'est là une des raisons qui ont toujours incité la IVe Internationale à ne pas ignorer la plus petite poussée révolutionnaire dans un pays quelconque, qu'elle a ainsi concentré ses forces tantôt sur un pays, tantôt sur un autre, en corrélation avec sa conception de l'unité mondiale de la révolution socialiste, certaine qu'un progrès substantiel de sa part sur un quelconque point de la planète entraînerait inévitablement des progrès à l'échelle mondiale. La disproportion présente entre tout ce qu'il y a d'objectivement favorable à la victoire de la révolution socialiste internationale et le facteur subjectif - dont la IVe Internationale est l'élément le plus conscient - ne peut pas ne pas être résolue dans des délais désormais indéfinis.

En conclusion, les documents dont nous commençons la publication ne relèvent pas simplement de l'intérêt pour la connaissance du passé. Ils sont des jalons - placés tout d'abord de manière hésitante puis de plus en plus solidement - d'un mouvement qui s'est créé dès le début de la dégénérescence bureaucratique en Union soviétique et dans l'Internationale communiste. Ce mouvement est parvenu à survivre aux crimes de Staline, il a assuré le maintien et l'enrichissement du bolchévisme dans un terrain encombré de nombreux et puissants obstacles. Il a ensuite progressé lentement, il progresse maintenant plus rapidement, apportant les réponses du marxisme révolutionnaire aux problèmes les plus importants de la révolution socialiste mondiale qui se posent soit dans les Etats capitalistes avancés, soit dans les Etats de type colonial ou semi-colonial, soit enfin dans les Etats ouvriers bureaucratés. Ce passé ne saurait faire douter de l'avenir de la IVe Internationale.

NOTE

(1) Voir «Inprecor» no 34 du 21 septembre 1978 et «Critique communiste» no 25 (novembre 1978).